



## Communiqué

### **TELUS communique ses résultats du premier trimestre** *L'exécution de la stratégie opérationnelle continue de bien se dérouler*

VANCOUVER, C.B. - TELUS Corporation (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) a communiqué aujourd'hui, pour le premier trimestre de 2007, des produits d'exploitation de 2,21 G\$, soit 6 % de plus qu'il y a un an en raison d'une croissance forte et soutenue des services sans fil et de transmission de données.

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) et le bénéfice par action (BPA) déclarés pour le trimestre ont subi l'incidence défavorable d'une charge hors caisse exceptionnelle de 173,5 M\$, qui avait déjà été annoncée et qui était liée à la mise en place d'un nouveau mode de règlement en espèces des options octroyées avant 2005 en vertu du régime d'achat d'actions des employés. Le nouveau mode de règlement a notamment comme avantage de réduire la dilution des actions et de générer des économies d'impôts en espèces pouvant atteindre 70 M\$ sur trois ans.

Après ajustement pour tenir compte de cette charge, le BAIIA et le BPA se sont respectivement chiffrés à 938 M\$ et à 0,90 \$, ce qui représente des hausses respectives de 8,7 % et 50 %, par rapport à la période correspondante du dernier exercice. La hausse du BAIIA ajusté s'explique par la croissance des services sans fil et par la diminution des frais de restructuration. La progression du BPA ajusté découle de la hausse du BAIIA, de la réduction des charges d'amortissement et des frais de financement, ainsi que de la baisse des impôts sur le bénéfice. Pour le trimestre, le flux de trésorerie disponible est moins élevé du fait de dépenses en immobilisations plus grandes et de la réception, au premier trimestre de 2006, d'un important recouvrement d'impôt.

Au cours du premier trimestre, TELUS a émis pour 1 G\$ en titres de créance assortis d'échéances de 5 et 10 ans et d'un taux d'intérêt moyen de 4,8 %. Le produit net de cette émission devait servir aux fins générales de l'entreprise, notamment au remboursement d'un principal d'environ 1,5 G\$ sous forme de billets de TELUS portant intérêt à 7,5 % et échéant en juin 2007. En outre, la société a mené à bien le rachat de 201 M\$ en actions durant la période, ce qui porte à 42,9 millions le nombre total d'actions rachetées pour une somme de 2 G\$ depuis le début du premier des trois programmes de rachat en décembre 2004.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action	Trimestre terminé le 31 mars		
(non vérifiés)	2007	2006	Var. (%)
Produits d'exploitation	<b>2 205,6</b>	2 080,5	6,0
BAIIA <sup>(1)</sup>	<b>764,3</b>	862,7	(11,4)
BAIIA ajusté <sup>(2)</sup>	<b>937,8</b>	862,7	8,7
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	<b>275,6</b>	328,3	(16,1)
Bénéfice net	<b>194,8</b>	210,1	(7,3)
Bénéfice de base par action (BPA)	<b>0,58</b>	0,60	(3,3)
BPA ajusté <sup>(3)</sup>	<b>0,90</b>	0,60	50,0
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<b>460,6</b>	673,1	(31,6)
Dépenses en immobilisations	<b>381,9</b>	320,5	19,2
Flux de trésorerie disponibles <sup>(4)</sup>	<b>480,8</b>	635,6	(24,4)

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. Se reporter à la section 11.1 du Rapport de gestion.
- (2) Exception faite d'une charge d'exploitation hors caisse de 173,5 M\$ constatée en 2007 en relation avec la mise en place d'un mode de règlement en espèces des options d'achat d'actions octroyées avant 2005.
- (3) Exception faite d'une charge d'environ 0,32 \$ après impôts constatée en 2007 en relation avec la mise en place d'un mode de règlement en espèces des options d'achat d'actions octroyées avant 2005.
- (4) Se reporter à la section 11.2 du Rapport de gestion.

Darren Entwistle, président et chef de la direction, a émis le commentaire suivant : "La stratégie gagnante que nous avons mise en oeuvre en 2000 poursuit sa lancée en 2007. Nous avons entrepris l'année d'excellente façon avec, au premier trimestre, de bons résultats financiers qui découlent d'une croissance de 13 % des produits tirés des services sans fil et d'une hausse sous-jacente de presque 11 % des produits générés par les services filaires de transmission de données. L'exécution disciplinée de notre stratégie nationale de croissance permet d'améliorer la composition de l'actif de TELUS de telle manière que nos secteurs sans fil et transmission filaire de données contribuent, respectivement, pour 46 % et 19 % de nos produits d'exploitation consolidés."

"La compétitivité soutenue des activités de TELUS dans le domaine de la téléphonie traditionnelle est également encourageante", a ajouté M. Entwistle. "Fait particulièrement important, la récente décision historique du gouvernement fédéral de fixer un cadre raisonnable pour l'abstention de réglementation des services téléphoniques locaux permettra à TELUS de concurrencer loyalement ses rivaux. Par conséquent, nous avons déposé des demandes de déréglementation dans six villes abritant près de un million de consommateurs dans nos territoires établis."

M. Entwistle a poursuivi en ces termes : "Au cours du trimestre, TELUS a continué de miser sur sa réputation en matière d'investissement et de rendement aux investisseurs en vue de créer une valeur durable pour les actionnaires. Les trois volets de cette stratégie sont l'investissement de capitaux dans nos activités principales, la hausse annuelle des dividendes en vertu de notre modèle de croissance et l'exécution d'importants programmes de rachat d'actions qui sont menés à bien dans le cours normal des activités."

Robert McFarlane, vice-président directeur et chef des finances, a déclaré : "TELUS a connu un grand succès au cours du trimestre avec l'émission d'un montant en principal de 1 G\$ sous forme de titres de créance comprenant pour 300 M\$ de billets de cinq ans portant intérêt à 4,5 %, et pour 700 M\$ de billets de dix ans portant intérêt à 4,95 %. En utilisant le produit de cette émission, jumelé à un éventuel nouveau programme d'effets de commerce, pour rembourser nos billets à 7,5 % qui arrivent à échéance en juin, nous pourrions réduire nos frais de financement d'environ 33 M\$ sur une base annualisée."

M. McFarlane a ajouté : "Grâce à notre solide situation financière et à l'excellent rendement historique de notre exploitation, nous sommes très bien placés pour observer l'évolution de la conjoncture concurrentielle du secteur canadien des télécommunications."

Le présent communiqué contient des déclarations de nature prospective au sujet d'événements futurs et des résultats financiers et d'exploitation prévus de TELUS. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle émette des hypothèses et ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Le risque que les énoncés prospectifs ne soient pas exacts existe et est important. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux contenus dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est soumis à la limitation de responsabilité et est publié entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les prévisions pour 2007 et les achats d'actions), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans le Rapport de gestion - (Le 1er mai 2007).

## **FAITS SAILLANTS DE L'EXPLOITATION**

### **Services sans fil de TELUS**

#### **Maintien de la croissance rentable du nombre d'abonnés**

- Produits d'exploitation de 1 G\$ pour le premier trimestre de 2007, en hausse de 118 M\$ ou 13% par rapport au trimestre comparable de 2006.
- Augmentation de 2,9 % du PMAA (produit moyen mensuel par appareil d'abonné), qui atteint 62,03 \$. Le volet transmission de données du PMAA a bondi de 69% et s'est établi à 6,27 \$, ce qui a plus que compensé le déclin des services vocaux.
- Hausse de 68 M\$ du BAIIA (ajusté), ce qui représente un gain de 17 % par rapport au premier trimestre de 2006.
- Frais d'acquisition par ajout brut de 438 \$, une légère progression de 2 % d'un exercice à l'autre.
- 90 500 ajouts nets d'abonnés, un recul modéré de 2 %. Ces ajouts ont consisté en 60 800 nouveaux abonnés aux services postpayés et en 29 700 nouveaux abonnés aux services prépayés.

- Flux d'abonnés combiné mensuel stable à 1,35 %, comparativement à 1,33 % il y a douze mois, et flux d'abonnés aux services postpayés toujours faible à 0,97 %.
- Hausse de 18 M\$ ou 5,4 % des flux de trésorerie (BAIIA moins dépenses en immobilisations) en fonction du BAIIA ajusté, qui se fixent à 353 M\$ pour le trimestre. Cette hausse s'explique par un BAIIA plus élevé, en partie annulé par des dépenses en immobilisations plus importantes, notamment en raison de la mise en oeuvre de la transférabilité des numéros sans fil.

### **Services filaires de TELUS**

#### **Forte croissance des services de transmission de données favorisant l'accroissement des produits d'exploitation**

- Légère hausse de 7 M\$ ou de 0,6 % des produits d'exploitation, qui se chiffrent à 1,21 G\$ pour le premier trimestre de 2007, par rapport à la même période l'an dernier. Cette hausse découle de la croissance des services de transmission de données qui a en partie annulé le déclin des produits tirés des communications locales et interurbaines.
- Progression de 31 M\$ ou de 8 % des produits d'exploitation liés à la transmission de données, grâce à la forte croissance des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés. Exception faite de l'incidence de deux réductions tarifaires rétroactives rendues obligatoires par la concurrence, le taux de croissance sous-jacent réel aurait été de 10,8 %.
- Recul de 20 M\$ ou de 10 % des produits d'exploitation des services interurbains, principalement en raison d'une baisse des tarifs à la minute moyens, en partie compensée par un accroissement des volumes de minutes des services de détail et de gros.
- Gain de 7 M\$ ou de 1,5 % du BAIIA (ajusté), grâce à une modeste hausse des produits d'exploitation et à une réduction des frais de restructuration.
- 32 100 ajouts nets aux services Internet haute vitesse, ce qui porte à 949 000 le nombre d'abonnés des services haute vitesse de TELUS, soit une augmentation de 18 % en un an. Le nombre total d'abonnés aux services Internet atteint 1,13 million.
- Nombre de lignes d'accès au réseau en baisse de 22 000 pour le trimestre, un recul de 2,9 % du nombre total de lignes d'accès au réseau par rapport à l'année dernière. La baisse s'explique par la perte continue de lignes résidentielles causée par les activités de la concurrence et par le remplacement des services filaires par le sans-fil, en partie annulé par un accroissement du nombre de lignes d'accès d'affaires.
- Diminution de 2 % des flux de trésorerie (BAIIA moins dépenses en immobilisations) en fonction du BAIIA ajusté, qui se fixent à 203 M\$. Cette diminution s'explique par les dépenses en immobilisations plus élevées, lesquelles reflètent l'accroissement des sommes consacrées au soutien des nouveaux clients d'affaires dans la région du Centre du Canada, ainsi qu'à l'infrastructure à large bande.

### **TELUS dépose des demandes de déréglementation du service téléphonique local**

TELUS a déposé auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) des demandes de déréglementation du service téléphonique local dans cinq villes, à la suite du décret du 4 avril 2007 par lequel le gouvernement fédéral établit les nouvelles conditions pour la déréglementation des marchés de la téléphonie locale, un processus désigné par l'expression "abstention de réglementation" dans la terminologie réglementaire.

Selon les nouvelles règles entrées en vigueur le 18 avril, les entreprises de télécommunications titulaires peuvent déposer auprès du CRTC une demande de déréglementation dans toutes les collectivités où les clients peuvent choisir entre plusieurs fournisseurs de services et où ces entreprises respectent certains critères de qualité en matière de service depuis six mois en moyenne. La nouvelle réglementation stipule que les services d'affaires locaux seront déréglementés là où existe un choix entre au moins deux fournisseurs de services de téléphonie possédant leur propre infrastructure de réseau. Les services aux consommateurs seront déréglementés là où il existe un choix d'au moins trois fournisseurs de services possédant leur propre infrastructure de réseau, l'un d'eux pouvant être un fournisseur de services sans fil.

Les demandes de déréglementation déposées par TELUS à la mi-avril visent près d'un million de clients des villes de Victoria, de Vancouver, de Calgary, d'Edmonton et de Rimouski qui, à la fin de la période d'examen de 120 jours, devraient profiter pour la première fois des avantages de la libre concurrence pour le service téléphonique local. TELUS entend déposer sous peu des demandes de déréglementation dans beaucoup d'autres villes.

### **TELUS émet pour 1 G\$ en titres de créance**

En mars, TELUS a mené à bien l'émission de billets de cinq et dix ans libellés en dollars canadiens, pour un produit brut de 1 G\$. TELUS a vendu pour 300 M\$ de billets de série CC portant intérêt à 4,5 % et échéant le 15 mars 2012 et pour 700 M\$ de billets de série CD portant intérêt à 4,95 % et échéant le 15 mars 2017. Le produit net de l'émission, combiné à l'éventuelle émission d'effets de commerce, et les produits accrus tirés de la titrisation des comptes débiteurs devraient servir à rembourser un montant en principal d'environ 1,5 G\$ (1,17 G\$ US) sous forme de billets à 7,5 % échéant en juin 2007.

### **TELUS conclut un mécanisme de financement bancaire amélioré au montant de 2 G\$**

En février, TELUS a conclu, avec un consortium formé de 18 institutions financières, une nouvelle facilité de crédit de 2 G\$ d'une durée de cinq ans. La nouvelle facilité remplace les facilités de crédit actuelles de 1,6 G\$. Compte tenu de l'excellente situation financière de TELUS et de la conjoncture favorable du marché, la nouvelle facilité est assortie d'intérêts moins élevés et d'une échéance plus longue. Cette facilité servira aux fins générales de l'entreprise, notamment à garantir les effets de commerce émis en vertu d'un nouveau programme.

### **TELUS poursuit ses rachats d'actions**

Au cours du premier trimestre, TELUS a continué de racheter des actions dans le cadre d'une offre publique se déroulant dans le cours normal des activités. Environ 3.5 millions d'actions ont été rachetées, pour une dépense totale de 201 M\$. Depuis le début, en décembre 2004, du premier de ses trois programmes de rachats d'actions dans le cours normal des activités, TELUS a racheté en tout 42,9 millions d'actions pour une somme de 1,97 G\$.

### **TELUS met en oeuvre la transférabilité des numéros sans fil**

Le 14 mars, dans le cadre d'une initiative suscitant l'adhésion de tous les intervenants de l'industrie au pays, la société a mis en oeuvre la transférabilité des numéros de services sans fil. Ainsi, les consommateurs peuvent désormais transférer leur numéro de téléphone d'une entreprise de télécommunications concurrente à une autre, peu importe s'il s'agit d'un transfert d'un service sans fil à un autre, d'un service sans fil à filaire ou d'un service filaire à sans fil.

### **Le gouvernement du Canada octroie à TELUS une part importante d'un contrat de services sans fil**

En février 2007, à l'issue d'un appel d'offres, le gouvernement fédéral a octroyé à TELUS la plus grande part (plus de 60 %) d'un contrat prévoyant la fourniture de téléphones sans fil. Grâce à ce contrat, un nombre net d'environ 30 000 nouveaux abonnés devrait s'ajouter à la clientèle des services sans fil de TELUS au cours des douze prochains mois. L'attribution de ce contrat d'entreprise est liée à la mise en oeuvre de la transférabilité des numéros sans fil en mars au Canada; ainsi, les employés de l'Etat pourront conserver et transférer leurs numéros de téléphone actuels.

### **Amp'd Mobile maintenant offert au Canada**

Amp'd Mobile, importante société de services de divertissement mobiles de prochaine génération des Etats-Unis, a officiellement lancé son service au Canada, en mars, dans le cadre d'un partenariat exclusif avec TELUS. Grâce à ce partenariat, les clients des services mobiles canadiens ont maintenant accès à Amp'd Live, interface utilisateur unique en son genre et spécialement conçue en fonction des technologies 3G, qui permet aux utilisateurs d'accéder à du contenu personnalisé, comme leurs chansons, clips vidéo, images et jeux préférés.

Optimisés par le service sans fil haute vitesse (EVDO) de TELUS, les services de divertissement d'Amp'd Mobile sont axés sur le contenu et ciblent les 18 à 35 ans. TELUS prend en charge les ventes et la distribution, la facturation, le service à la clientèle et l'exploitation du réseau.

### **TELUS investit 23 M\$ dans l'expansion de son réseau sans fil au Québec**

TELUS a annoncé qu'elle investira 23 M\$ en 2007 dans l'expansion et l'amélioration de la couverture offerte par son réseau numérique sans fil 1X au Québec. D'ici l'automne, près de 30 collectivités devraient pouvoir profiter pour la première fois des caractéristiques numériques évoluées de TELUS, ainsi que de ses services d'affaires sans fil.

Parce qu'elles sont déjà reliées au réseau de TELUS, les villes de Havre-Saint-Pierre, sur la Côte-Nord, de St-Ubalde, en Mauricie, de Matapédia, Ste-Idrène, Val-Brillant et Sayabec, en Gaspésie, ainsi que de Pont-Rouge, dans la région du Centre du Québec, profitent de la confidentialité assurée des appels, d'une qualité sonore accrue, d'une durée prolongée des piles et de diverses fonctions Web.

### **TELUS étend ses services sans fil haute vitesse**

TELUS a étendu à plusieurs collectivités des provinces du Canada atlantique son service sans fil haute vitesse (EVDO). Le service est maintenant offert à Bathurst, Florenceville, Fredericton, Moncton, Saint-Jean, Coldbrook, Kentville, Halifax, Truro, New Glasgow, Stellarton, Sydney, North Sydney, Wolfville, Charlottetown et St. John's.

Grâce à des vitesses de téléchargement se situant habituellement entre 400 et 700 kbit/s, ainsi qu'à des vitesses de pointe pouvant dépasser 2 Mbit/s, le service sans fil haute vitesse de TELUS offre aux clients la vitesse dont ils ont besoin pour des applications d'informatique mobile puissantes et des services de divertissement mobile emballants comme ceux de la gamme EUPHORIK(MC), notamment TELUS TV sans fil(MC), TELUS Radio sans fil(MC) et TELUS Musique sans fil(MD).

### **TELUS lance la première carte compatible avec le réseau EVDO Rev A au Canada**

TELUS a lancé la carte Sierra Wireless AirCard 595 au cours du premier trimestre. Cette carte réseau destinée aux ordinateurs portatifs est la première au Canada à être compatible avec Rev A, le réseau sans fil haute vitesse de prochaine génération que TELUS déploiera plus tard cette année. La technologie EVDO Rev permet de transférer des données à des vitesses typiques de débit en amont d'environ 300 à 400 kbit/s, avec des pointes pouvant atteindre 1,8 Mbit/s, ainsi qu'à des vitesses de débit en aval d'environ 450 à 800 kbit/s, avec des pointes de jusqu'à 3,1 Mbit/s. TELUS prévoit lancer le service EVDO Rev A dans certains marchés du Canada plus tard cette année. La carte AirCard 595 est compatible avec le réseau EVDO Rev A de TELUS grâce à une simple mise à niveau logicielle.

### **De nouveaux téléphones branchés**

TELUS a poursuivi l'expansion de sa gamme de services sans fil branchés en lançant six nouveaux téléphones. TELUS et High Tech Computer Corporation (HTC) se sont associées pour offrir aux clients de TELUS deux téléphones intelligents HTC, le HTC P4000 et le HTC S720. Fonctionnant sur la plate-forme Windows Mobile, les téléphones sont compatibles avec EVDO Rev A, le service sans fil haute vitesse de prochaine génération que TELUS déploiera plus tard cette année. Les clients peuvent se procurer le P4000 dès maintenant, tandis que le S720 devrait être commercialisé au cours du deuxième trimestre.

Le nouvel appareil de divertissement mobile Samsung u510, une autre exclusivité de TELUS au Canada, permet aux clients d'accéder, dans un élégant boîtier, aux services de divertissement, d'information et de messagerie très étoffés de la gamme EUPHORIK.

Toujours au cours du trimestre, TELUS a été la première entreprise de télécommunications à offrir aux Canadiens le LG Chocolate Flip, téléphone bivalve doté des services TELUS Mobile TV, TELUS Musique sans fil, TELUS Radio sans fil, Routeur sans fil et Mon courriel, en plus de clips et jeux vidéo téléchargeables, de capacités Bluetooth et d'un appareil-photo.

Enfin, TELUS a mis en vente le Pantech PN-8200, appareil abordable aux nombreuses caractéristiques. Ce téléphone intelligent, qui a toutes les apparences d'un téléphone sans fil pliable conventionnel, constitue un puissant outil de travail.

### **TELUS dote les banques et les coopératives d'épargne et de crédit d'un ensemble d'outils pour des services bancaires sans fil**

TELUS Mobile Customer Self Service offre aux banques canadiennes une technologie qui permet à leurs clients de régler des factures, de vérifier le solde d'un compte et de virer des fonds avec un téléphone ou appareil sans fil. Offerte en exclusivité au Canada, cette technologie utilise les capacités de messagerie déjà intégrées aux téléphones pour effectuer des opérations bancaires en toute sécurité sans que les clients ne doivent télécharger de nouveaux logiciels sur leurs appareils sans fil.

TELUS Mobile Customer Self Service permet aux banques d'offrir ce service à tous leurs clients, peu importe le fournisseur de services sans fil, la marque de téléphone cellulaire, le système d'exploitation ou la norme de transmission sans fil. Le service peut être personnalisé de manière à offrir diverses fonctions à la clientèle des banques et des coopératives d'épargne et de crédit, notamment des messages d'alerte en cas de mouvements de compte douteux, des renseignements sur les comptes à la demande, ainsi qu'un service sans mise en attente qui permet aux clients d'entrer dans la file d'appels d'un centre téléphonique avec un message texte plutôt que d'attendre en ligne.

### **TELUS fait partie de l'équipe qui déploiera un système de dossiers de santé électroniques en Colombie-Britannique**

TELUS fait partie d'un groupe d'entreprises dirigé par Sun Microsystems qui a été choisi par le gouvernement de la Colombie-Britannique pour concevoir et mettre en oeuvre le projet Provincial Laboratory Information Solution (PLIS) et le système de dossiers de santé électronique interopérables (DSEi). Selon les modalités du contrat de 148 M\$, les entreprises collaboreront en vue de créer un système qui permettra aux professionnels de la santé de l'ensemble de la province d'accéder aux renseignements, ainsi qu'aux résultats de tests de laboratoire et d'imagerie diagnostique, de n'importe quel patient. En assurant un accès plus rapide aux renseignements relatifs aux patients, le système viendra réduire les délais de procédures et permettra de réaliser des économies en soins de santé en limitant le dédoublement des tests. Au sein de ce groupe d'entreprises, TELUS dirigera les services d'exploitation gérés et sera responsable de stocker les résultats de laboratoire sur les patients dans ses centres de données sécuritaires.

### **TELUS lance une offre groupée de repérage des véhicules**

TELUS a lancé l'offre groupée de repérage des véhicules de TELUS, solution GPS (système de positionnement mondial) destinée aux petites et moyennes entreprises. L'avantage de cette offre groupée, c'est qu'au lieu d'acheter séparément les divers composants qui leur permettent de suivre les véhicules de leur parc en temps réel, les entreprises peuvent obtenir un forfait tout-en-un comprenant les services de transmission de données sans fil de TELUS, le logiciel Fleet Complete GPS de Complete Innovations et l'installation d'un modem GPS. Ce service dote les entreprises des outils économiques dont elles ont besoin pour optimiser la planification des itinéraires, réduire la consommation de carburant et améliorer le service à la clientèle.



### **Deuxième édition du Forum annuel sur le leadership des femmes**

Plus de 2 000 femmes ont étendu leurs réseaux de relations professionnelles, élargi leurs connaissances et perfectionné leurs compétences en leadership au cours des deux journées du Forum annuel sur le leadership des femmes qui s'est déroulé à Calgary. Karen Radford, vice-président à la direction et présidente, TELUS Québec et TELUS Solutions partenaires, était la conférencière principale du forum qui a eu lieu en mars cette année. Plus de 20 conférencières représentant les femmes d'affaires les plus accomplies au Canada ont partagé leur grande expérience des affaires ainsi que leur savoir-faire personnel en leadership pendant l'événement dont TELUS était un commanditaire platine.

### **Karen Radford, nommée Femme de l'année par l'Association des femmes en communications**

Karen Radford, présidente de TELUS Québec et de TELUS Solutions partenaires, a été nommée Femme de l'année par l'Association des femmes en communications (AFC) en février. Mme Radford faisait partie d'un groupe de quatre femmes qui ont été honorées pour leur leadership, leur soutien à la promotion des femmes et leur contribution au secteur canadien des communications à l'occasion du gala de remise des prix de l'AFC. Elle est la deuxième dirigeante de TELUS à obtenir ce titre prestigieux de Femme de l'année, la première ayant été Janet Yale, en 2001.

### **Le Skins Game de TELUS se déroulera en Ontario**

Le Skins Game de TELUS revient en Ontario cette année pour la première fois depuis 2003. L'événement annuel se tiendra sur un nouveau terrain, le Raven Golf Club at Lora Bay, du 17 au 19 juin. Cette année, le tournoi célèbre notre monde, chaque joueur étant originaire d'un pays différent. TELUS a choisi la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile comme principale bénéficiaire de l'édition du Skins Game de TELUS de cette année.

### **TELUS fait participer les téléspectateurs à un concours d'épellation**

TELUS s'est associée à CanWest pour inviter les téléspectateurs du CanWest CanSpell National Spelling Bee, qui a eu lieu le 14 avril, à participer à ce concours d'épellation par l'intermédiaire de la messagerie texte. Les spectateurs ayant envoyé un message textuel avec la bonne orthographe des mots apparaissant sur l'écran de leur téléviseur ont pu participer au tirage de cinq cotisations d'un montant de 4 000 \$ à un régime enregistré d'épargne-études (REEE).

### **Déclaration de dividende**

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de trente-sept cents et demi (\$0,375) par action ordinaire et par action sans droit de vote en circulation, payable le 1er juillet 2007 aux actionnaires dûment inscrits à la fermeture des bureaux le 8 juin 2007. Il s'agit d'une hausse de 36 % par rapport aux dividendes trimestriels de 0,275 \$ versés en 2006.

Relations médiatiques: Allison Vale (416) 629-6425 <a href="mailto:allison.vale@telus.com">allison.vale@telus.com</a>	Relations avec les investisseurs : Robert Mitchell (416) 279-3219 <a href="mailto:ir@telus.com">ir@telus.com</a>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Certains produits et services mentionnés dans le présent communiqué constituent des marques de commerce. Les symboles MC et MD désignent les marques qui sont la propriété de TELUS Corporation ou de ses filiales. Toutes les autres marques de commerce appartiennent à leurs titulaires respectifs.

## **TELUS**

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 8,8 G\$ et à 10,8 millions de connexions clients, dont 5,1 millions d'abonnés à des services sans fil, 4,5 millions de lignes d'accès pour réseau filaire et 1,1 million d'abonnés à des services Internet. TELUS offre une gamme complète de produits et services de communication, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services vidéo et des services de divertissement. Poursuivant leur objectif de former une entreprise citoyenne de premier plan au Canada, TELUS et les membres de son équipe donnent là où ils vivent. Depuis 2000, ceux-ci ont versé plus de 91 M\$ à de nombreuses organisations caritatives et sans but lucratif, en plus de donner quelque 1,7 million d'heures de leur temps dans leurs collectivités. TELUS compte huit comités d'investissement communautaire pour diriger ses programmes philanthropiques locaux. Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter son site Web à l'adresse [telus.com](http://telus.com).

## Énoncés prospectifs

*Le présent rapport de gestion contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation (TELUS ou la société) qui sont de nature prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les prédictions, les hypothèses (voir ci-dessous) ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs au sujet de la situation financière et de l'exploitation.*

*Les hypothèses à l'égard des indications pour 2007 incluent : une croissance économique conforme aux estimations formulées récemment par le Conference Board du Canada pour les provinces et le pays, dont une croissance réelle en 2007 d'environ 2,8 % du PIB (produit intérieur brut) du Canada; une concurrence accrue, relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services voix sur protocole Internet (VoIP); l'abstention de la réglementation des services filaires locaux de détail dans les principaux marchés urbains où la société est l'entreprise titulaire d'ici le deuxième semestre de 2007; aucune autre réduction des prix à la consommation par suite d'un plafonnement des prix; un gain de 4,5 à 5 points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services sans fil; des charges au titre de la restructuration n'excédant pas 50 millions de dollars; un taux d'imposition effectif de 33 % à 34 %; un taux d'actualisation de 5,0 % et un rendement à long terme moyen prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite, soit des résultats inchangés par rapport à 2006; un nombre moyen d'actions en circulation se situant entre 330 millions et 335 millions; aucune acquisition prospective importante ni aucun dessaisissement prospectif important. L'achat possible d'un nombre maximal de 24 millions d'actions de TELUS sur une période de 12 mois dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant débuté le 20 décembre 2006 pourrait avoir une incidence sur le résultat par action, les soldes de trésorerie, la dette nette et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.*

*Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter : la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes), les dépenses en immobilisations (y compris les achats possibles de licences d'utilisation de spectre), les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris les rachats d'actions, les remboursements de dette et l'émission possible d'effets de commerce), les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces), les développements touchant les ressources humaines (y compris les interruptions de travail possibles), les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information), les changements à la réglementation (y compris les réductions de tarifs locaux possibles au titre de la réglementation sur le plafonnement des prix, l'abstention de la réglementation des services locaux, la transférabilité des numéros de services sans fil, les calendriers, les règles, les processus et les coûts relatifs aux futures mises aux enchères de spectre, ainsi que les modifications possibles des restrictions concernant la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris les réorganisations internes, la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation), les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement, les litiges et les questions d'ordre juridique, les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles), et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F, (sur le site EDGAR à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov)).*

*Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent rapport de gestion.*

## Rapport de gestion

Le 1<sup>er</sup> mai 2007

Le rapport de gestion qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres terminés les 31 mars 2007 et 2006 qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés de TELUS. Ce rapport contient des données prospectives qui renvoient à la déclaration de la société à l'égard des énoncés prospectifs figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

Les états financiers consolidés de TELUS ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada qui diffèrent à certains égards des PCGR des États-Unis. Se reporter à la note 19 des états financiers consolidés intermédiaires pour un sommaire des principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis dans la mesure où ils concernent TELUS. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ont été revus par le comité de vérification de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

TELUS présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles la direction a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses unités et secteurs d'exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Pour plus de détails sur la définition, le calcul et le rapprochement des mesures non définies par les PCGR présentées dans les états consolidés, les lecteurs doivent se reporter à la rubrique 11, « Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation ».

### Rapport de gestion – contenu

<b>Rubrique</b>	<b>Description</b>
1. Introduction et sommaire du rendement	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour le premier trimestre de 2007.
2. Activités principales, vision et stratégie	Exemples d'activités à l'appui des six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Priorités de TELUS pour 2007.
4. Capacité d'obtenir des résultats	Mise à jour sur la capacité de TELUS d'obtenir des résultats.
5. Résultats d'exploitation	Analyse détaillée des résultats d'exploitation du premier trimestre de 2007.
6. Situation financière	Analyse des modifications apportées au bilan pour le trimestre terminé le 31 mars 2007.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables	Description des estimations comptables critiques ainsi que des modifications de conventions comptables.
9. Indications pour l'exercice 2007	Indications confirmées de TELUS pour l'exercice 2007.
10. Risques et gestion des risques	Mise à jour sur les risques et incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et sur les méthodes qu'elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
11. Rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation	Description, calcul et rapprochement de certaines mesures qu'utilise la direction.

## 1. Introduction et sommaire du rendement

### 1.1 Importance relative de l'information à fournir

La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée.

### 1.2 Sommaire des résultats consolidés

(en millions de dollars, sauf les actions, les montants par action, le nombre d'abonnés et les ratios)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
<b>États consolidés des résultats</b>			
Produits d'exploitation	2 205,6	2 080,5	6,0 %
Bénéfice d'exploitation	397,0	459,6	(13,6) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net lié aux options	173,5	—	—
Bénéfice d'exploitation (ajusté)	570,5	459,6	24,1 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	275,6	328,3	(16,1) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net lié aux options	173,5	—	—
Bénéfice avant impôts (ajusté)	449,1	328,3	36,8 %
Bénéfice net	194,8	210,1	(7,3) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net lié aux options, après impôts	107,7	—	—
Bénéfice net (ajusté)	302,5	210,1	44,0 %
Bénéfice par action, de base (en dollars)	0,58	0,60	(3,3) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net lié aux options, par action	0,32	—	—
Bénéfice par action, de base (ajusté) <sup>1)</sup> (en dollars)	0,90	0,60	50,0 %
Bénéfice par action, dilué (en dollars)	0,57	0,60	(5,0) %
Dividendes en espèces déclarés par action (en dollars)	0,375	0,275	36,4 %
<b>États consolidés des flux de trésorerie</b>			
Rentrées liées aux activités d'exploitation	460,6	673,1	(31,6) %
Sorties liées aux activités d'investissement	392,3	316,1	24,1 %
Dépenses en immobilisations	381,9	320,5	19,2 %
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	477,2	(366,7)	n.s.
<b>Nombre d'abonnés et autres mesures</b>			
Nombre de connexions <sup>2)</sup> (en milliers) au 31 mars	10 800	10 306	4,8 %
BAIIA <sup>3)</sup>	764,3	862,7	(11,4) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net lié aux options	173,5	—	—
BAIIA (ajusté) <sup>3)</sup>	937,8	862,7	8,7 %
Flux de trésorerie disponibles <sup>4)</sup>	480,8	635,6	(24,4) %
<b>Ratios d'endettement et de distribution</b>			
Ratio dette nette/total des capitaux investis (en pourcentage) <sup>5)</sup>	47,6	47,3	0,3 %
Ratio dette nette/BAIIA — excluant les coûts de restructuration <sup>5)</sup>	1,7	1,8	(0,1)
Ratio de distribution (en pourcentage) <sup>6)</sup>	46	59	(13) pts
n.s. non significatif; pt(s) – point(s) de pourcentage			
1) Une charge après impôts d'environ 0,32 \$ par action a été comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net des options sur actions attribuées avant 2005. Le bénéfice par action de base (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le bénéfice par action de base pour 2007.			
2) Le total du nombre d'abonnés au sans-fil, de lignes d'accès au réseau et d'abonnés à Internet à la fin des périodes respectives.			
3) Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ». Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.			
4) Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles ».			
5) Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».			
6) Taux de dividende annualisé actuel déclaré par action, divisé par le bénéfice de base par action sur 12 mois.			

Comme il a été communiqué précédemment, la société prévoit inscrire une charge hors trésorerie de 150 millions de dollars à 200 millions de dollars au poste Charges d'exploitation (soit un montant maximal de 30 cents à 40 cents par action après impôts) relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Au premier trimestre de 2007, la société a comptabilisé une charge de 173,5 millions de dollars (107,7 millions de dollars après impôts dans le bénéfice net, ou environ 0,32 \$ par action) dans le poste Charges d'exploitation, ce qui représente une tranche importante de la charge estimative de l'exercice complet.

Les faits saillants pour le premier trimestre de 2007, dont une analyse est présentée à la rubrique 5, « Résultats d'exploitation », comprennent ce qui suit :

- Le nombre de connexions a augmenté de 494 000 au cours de la période de 12 mois terminée le 31 mars 2007. Le nombre d'abonnés au sans-fil s'est établi à 5,14 millions, en hausse de 11,5 %, le nombre d'abonnés à Internet s'est élevé à 1,13 million, en hausse de 9,8 %, et le nombre de lignes d'accès au réseau s'est chiffré à 4,53 millions, en baisse de 2,9 %.
- Les produits d'exploitation se sont accrus de 125,1 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement de l'augmentation des produits d'exploitation tirés du sans-fil et des services filaires de transmission de données.
- Le bénéfice d'exploitation a diminué de 62,6 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement de la charge hors trésorerie de 173,5 millions de dollars décrite ci-dessus. Le bénéfice d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de cette charge a progressé de 110,9 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement à l'amélioration des produits d'exploitation tirés du sans-fil et au BAIIA ajusté.
- Le bénéfice net a reculé de 15,3 millions de dollars et le bénéfice par action, de deux cents, comparativement aux résultats de la période correspondante de 2006. Cependant, en excluant la charge au titre de l'option de règlement en espèces net lié aux options, le bénéfice net (ajusté) et le bénéfice par action de base (ajusté) ont augmenté de 92,4 millions de dollars et d'environ 30 cents par action, respectivement.
- Le nombre moyen d'actions en circulation au premier trimestre de 2007 était environ 3,5 % moins élevé qu'à la période correspondante de 2006, en raison des rachats d'actions effectués, ce qui a une incidence favorable sur le bénéfice par action en 2007.

Les faits saillants du premier trimestre de 2007, dont une analyse est présentée à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement », comprennent ce qui suit :

- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 212,5 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2006, résultat qui tient surtout à une réduction de 350 millions de dollars du solde des créances titrisées au premier trimestre de 2007, par rapport à une diminution de 100 millions de dollars à la période correspondante de 2006.
- Les sorties liées aux activités d'investissement se sont accrues de 76,2 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2006, résultat qui tient en grande partie à la hausse des dépenses en immobilisations liées aux investissements initiaux effectués afin de soutenir les nouvelles entreprises clientes, ainsi qu'à la hausse des dépenses engagées pour accroître la capacité et la couverture des services sans fil et pour permettre la transférabilité des numéros de services sans fil.
- Les rentrées liées aux activités de financement au premier trimestre de 2007 découlent principalement de l'émission de titres de créance totalisant 1 milliard de dollars venant à échéance à deux dates différentes, déduction faite des versements de dividendes, des rachats d'actions et du remboursement des sommes prélevées sur la facilité bancaire de la société.
- Les flux de trésorerie disponibles ont reculé de 154,8 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2006, en raison essentiellement du recouvrement, au premier trimestre de 2006, d'un montant d'impôts à recevoir et des intérêts connexes, ainsi que de la hausse des dépenses en immobilisations en 2007.
- Le ratio de la dette nette par rapport au total des capitaux investis au 31 mars 2007 est demeuré dans la fourchette visée de 45 % à 50 %.
- Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA est demeuré dans la fourchette visée de 1,5 à 2,0 fois.
- Le ratio de distribution, qui correspond au dividende annualisé déclaré au premier trimestre divisé par le résultat par action sur 12 mois, s'est établi dans la fourchette visée de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

## 2. Activités principales, vision et stratégie

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité aux énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion. Elle est également assujettie à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent rapport de gestion.

Les activités principales, la vision et la stratégie de TELUS sont présentées en détail dans le rapport de gestion annuel 2006. Les activités récentes à l'appui des six impératifs stratégiques de la société en 2007 sont les suivantes :

### **Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et sans fil**

Le 14 mars 2007, la société a, dans le cadre d'une initiative à l'échelle nationale, procédé à la mise en œuvre fructueuse de la première étape du projet de transférabilité des numéros de services sans fil (la « TNSSF »), qui permet le transfert des numéros de téléphone locaux : sans fil à sans fil, sans fil à filaire et filaire à sans fil. La société ne croit pas que le taux de désabonnement des services sans fil a été touché de façon importante au cours de la période de deux semaines pendant laquelle la TNSSF est devenue disponible.

### **Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et sans fil**

En février 2007, le gouvernement fédéral a, par suite d'un appel d'offres concurrentiel, choisi TELUS aux fins de la prestation d'environ 60 % de ses services sans fil. Ce contrat d'une durée minimale de deux ans devrait se traduire par environ 30 000 ajouts nets pour TELUS au cours des 12 prochains mois. L'une des principales raisons pour lesquelles ce contrat a été octroyé à TELUS tient à la mise en œuvre de la TNSSF au Canada en mars, grâce à laquelle les employés du gouvernement pourront conserver et transférer leurs numéros de téléphone actuels.

### **Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de cette dernière sur ses activités de base**

En mars 2007, Amp'd Mobile a lancé ses services de divertissement sans fil, d'information et de messagerie hautement interactifs et personnalisés, qui s'adressent à l'important marché des jeunes adultes (âgés de 18 à 35 ans) au Canada et qui fonctionnent sur le réseau sans fil à plus haute vitesse EVDO (d'après l'anglais *evolution data optimized*) de TELUS. Amp'd Mobile est responsable de la prestation d'un contenu de divertissement aux abonnés de TELUS, ainsi que de la fourniture d'appareils optimisés pouvant prendre en charge des vitesses de téléchargement rapides. TELUS est responsable de la gestion des ventes et de la distribution, de la facturation, du service à la clientèle, de l'exploitation du réseau et de l'établissement des prix. Les droits visant l'utilisation de la marque de commerce Amp'd, des services privilégiés de transmission de données, des appareils et des plateformes de mise en œuvre du contenu au Canada sont exclusifs à TELUS.

### 3. Catalyseurs clés de rendement

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité aux énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion. Elle est également assujettie à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent rapport de gestion.

#### Priorités de la société pour 2007 — services filaires et sans fil

##### Accroître la position de leadership de TELUS sur le marché résidentiel

- Combiner la gamme d'application de données de TELUS avec les services traditionnels déréglementés.
- Obtenir un meilleur taux de fidélité des clients et une croissance grâce à des expériences clients exceptionnelles.
- Atteindre des objectifs d'augmentation de la clientèle par l'expansion des canaux de distribution et offrir de nouveaux services à l'intention des principaux segments de marché.

##### Accroître la position de leadership de TELUS sur le marché d'affaires

- Accroître davantage notre part des marchés verticaux de l'industrie à l'aide d'applications particulières qui fournissent une différenciation non fondée sur le prix.
- Tirer parti de la transférabilité des numéros de services sans fil afin d'accroître la part du marché d'affaires de TELUS au centre du Canada.
- Accorder la priorité à la fidélisation des clients des petites entreprises ainsi qu'à la croissance au moyen de solutions novatrices.

##### Accroître la position de leadership de TELUS sur le marché de gros

- Accroître notre présence sur les marchés national et international par la reconnaissance de TELUS à titre de leader de services IP au Canada.
- Offrir un excellent service à la clientèle afin de soutenir l'abstention de la réglementation des services locaux dans les principaux marchés où elle est l'entreprise titulaire.
- Développer les marchés, les canaux et les produits de la société en se concentrant sur des relations stratégiques avec les partenaires de TELUS.

##### Stimuler l'évolution de la technologie et les améliorations au titre de la productivité et de l'excellence du service

- Mettre en place un guide relatif aux technologies pour les offres concernant Ma Maison TELUS et les services sans fil qui simplifie le portefeuille de produits de TELUS et améliore le développement et la prestation de services.
- Mettre en œuvre les systèmes consolidés de service à la clientèle qui visent à remplacer les nombreux systèmes existants en Alberta et en Colombie-Britannique.
- Accélérer les dates de prestation du service à la clientèle.

##### Resserrer l'esprit d'équipe de TELUS, consolider sa marque et assurer le perfectionnement des employés les plus talentueux dans l'industrie mondiale des communications

- Stimuler la culture de propriété de l'entreprise de TELUS en préconisant la philosophie « notre entreprise, notre clientèle, notre équipe, ma responsabilité », ce qui permet à TELUS d'attirer, de perfectionner et de retenir dans ses rangs des gens qualifiés.
- Occuper la position de tête en matière de responsabilité sociale de l'entreprise en faisant en sorte que TELUS devienne l'entreprise canadienne la plus responsable sur le plan social.

### 4. Capacité d'obtenir des résultats

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité aux énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion.

#### 4.1 Principaux marchés et concurrents

Les principaux marchés et concurrents demeurent sensiblement les mêmes que ceux décrits dans le rapport de gestion annuel 2006 de TELUS.

#### 4.2 Capacités opérationnelles

##### *Réglementation*

Le 4 avril 2007, le gouvernement fédéral a publié un décret qui modifie les conditions liées à l'abstention de la réglementation des services locaux. La société a déposé des demandes d'abstention concernant Victoria, Vancouver, Calgary, Edmonton et Rimouski, et elle prévoit déposer des demandes visant d'autres collectivités dans un avenir rapproché. La société avait précédemment obtenu une abstention de la réglementation concernant Ft. McMurray, laquelle était assujettie à la conformité aux normes de qualité du service applicables aux services offerts aux concurrentes. Se reporter à la rubrique 10.1, « Réglementation », pour une analyse plus détaillée à ce sujet.



*Développement d'un nouveau système de facturation dans le secteur des services filaires*

À la fin de mars 2007, la société a converti les comptes de plus de un million de clients des services filaires en Alberta, dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau système de facturation et de service à la clientèle. La rationalisation et la normalisation des processus de même que la suppression au fil du temps des nombreux systèmes d'information existants représentent les avantages prévus de ce projet sur le plan au service à la clientèle et des coûts. Se reporter à la rubrique 10.3, « Risques liés aux processus ».

**4.3 Situation de trésorerie et sources de financement**

*Politiques financières liées à la structure du capital (note 3 des états financiers consolidés intermédiaires)*

La société surveille le capital au moyen de diverses mesures, notamment : le ratio dette nette/total des capitaux investis, le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration, ainsi que le ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles. Pour une analyse plus détaillée et une description des indications, se reporter à la rubrique 7.4, « Situation de trésorerie et sources de financement ». Le plan financier de TELUS pour 2007 est décrit à la rubrique 9.3 du rapport de gestion annuel 2006 de la société. Les progrès réalisés relativement à ce plan s'établissent comme suit :

**Plan financier et résultats de TELUS pour 2007**

- **Racheter des actions ordinaires et des actions sans droit de vote de TELUS aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (RCNA)**

Au cours du premier trimestre de 2007, la société a racheté environ 2,0 millions d'actions ordinaires et 1,5 million d'actions sans droit de vote à des fins d'annulation, pour un décaissement total d'environ 201 millions de dollars. Entre le 20 décembre 2004 et le 31 mars 2007, TELUS a racheté environ 18,4 millions d'actions ordinaires et 24,5 millions d'actions sans droit de vote pour un décaissement de 1,97 milliard de dollars, aux termes de trois RCNA.

- **Payer des dividendes**

Le dividende déclaré au premier trimestre de 2007, qui est payable le 1<sup>er</sup> avril, se chiffre à 37,5 cents par action, en hausse de 36,4 % par rapport au dividende déclaré au premier trimestre de 2006.

- **Utiliser le produit des créances titrisées et les facilités bancaires, le cas échéant, aux fins des flux de trésorerie disponibles et des autres besoins de trésorerie**

Le solde des créances titrisées au 31 mars 2007 s'est chiffré à 150 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 350 millions de dollars par rapport à 500 millions de dollars au 31 décembre 2006.

Aucun montant n'était impayé au titre de la facilité de crédit de cinq ans et d'autres facilités bancaires au 31 mars 2007, par rapport à environ 121 millions de dollars au 31 décembre 2006.

- **Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars**

Au 31 mars 2007, les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à environ 2 milliards de dollars, et l'encaisse et les placements temporaires, à 534 millions de dollars. Le 2 mars 2007, la société a obtenu une nouvelle facilité de crédit de 2 milliards de dollars d'une durée de cinq ans, qui viendra à échéance en mai 2012. Cette nouvelle facilité remplace les facilités de crédit de 1,6 milliard de dollars, dont une tranche de 800 millions de dollars serait arrivée à échéance en 2008, et une tranche de 800 millions de dollars, en 2010. La nouvelle facilité peut être affectée aux fins générales de la société, notamment pour garantir une émission possible d'effets de commerce.

- **Maintenir la pleine couverture des risques de change pour les dettes**

Maintenue.

- **Envisager le refinancement de la totalité ou d'une partie des billets libellés en dollars américains arrivant à échéance le 1<sup>er</sup> juin 2007 avant leur date d'échéance prévue**

En mars 2007, la société a procédé à des appels publics à l'épargne visant des billets de série CC libellés en dollars canadiens portant intérêt à 4,50 %, d'une valeur de 300 millions de dollars et échéant en 2012, ainsi que des billets de série CD libellés en dollars canadiens portant intérêt à 4,95 %, d'une valeur de 700 millions de dollars et échéant en 2017. Le produit tiré de ces émissions de titres de créance, conjugué à l'émission possible d'effets de commerce et à l'augmentation possible des créances titrisées, devrait être affecté aux fins générales de la société, notamment au remboursement des billets à 7,50 % de 1 166,5 millions de dollars libellés en dollars américains échéant le 1<sup>er</sup> juin (environ 1 500 millions de dollars).

- **Préserver l'accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des cotes de crédit de qualité et en visant des cotes améliorées de l'ordre de BBB+ à A-, ou l'équivalent, à l'avenir**

Au 1<sup>er</sup> mai 2007, les cotes de crédit de qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans les limites de la cote visée. Le 26 février 2007, Moody's Investors Services a augmenté de un niveau la cote attribuée à TELUS, la portant à Baa1 (équivalente à la cote « BBB+ ») et attribué une perspective stable. Le 5 mars 2007, Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») a révisé à la hausse la cote attribuée aux billets de TELUS et l'a portée de BBB (élevé) à A (faible), et elle a confirmé la cote A (faible) attribuée à TCI et la cote R-1 (faible) attribuée aux effets de commerce de TELUS, l'agence leur ayant tous attribué une tendance stable.

#### 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2007, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

### 5. Résultats d'exploitation

#### 5.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services sans fil. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, des canaux de distribution et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction générale (principal responsable de l'exploitation). Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires.

#### 5.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T1 2007	T4 2006	T3 2006	T2 2006	T1 2006	T4 2005	T3 2005	T2 2005
Produits d'exploitation par secteurs (externes)								
Secteur des services filaires	1 205,6	1 234,3	1 200,3	1 189,9	1 198,6	1 209,9	1 198,6	1 216,5
Secteur des services sans fil	1 000,0	1 020,3	1 010,4	945,3	881,9	876,8	864,2	802,0
Produits d'exploitation (consolidés)	2 205,6	2 254,6	2 210,7	2 135,2	2 080,5	2 086,7	2 062,8	2 018,5
Charges d'exploitation	1 436,6	1 368,6	1 245,8	1 207,4	1 201,1	1 316,8	1 221,5	1 146,1
Coûts de restructuration	4,7	7,9	12,5	30,7	16,7	35,5	1,6	7,4
BAIIA <sup>1)</sup>	764,3	878,1	952,4	897,1	862,7	734,4	839,7	865,0
Amortissement des immobilisations corporelles	317,7	353,2	325,8	335,2	339,2	346,2	335,6	330,9
Amortissement des actifs incorporels	49,6	53,9	57,5	46,9	63,9	67,0	73,6	68,2
Bénéfice d'exploitation	397,0	471,0	569,1	515,0	459,6	321,2	430,5	465,9
Autres charges (produits)	3,8	10,1	4,0	9,6	4,3	9,3	7,1	0,5
Coûts de financement	117,6	133,6	116,6	127,5	127,0	171,7	144,8	168,2
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	275,6	327,3	448,5	377,9	328,3	140,2	278,6	297,2
Impôts sur les bénéfices	79,3	89,7	126,5	18,7	116,1	58,8	86,9	106,0
Part des actionnaires sans contrôle	1,5	1,4	2,4	2,6	2,1	2,9	1,6	1,7
Bénéfice net	194,8	236,2	319,6	356,6	210,1	78,5	190,1	189,5
Bénéfice net par action ordinaire et action sans droit de vote								
- De base	0,58	0,70	0,94	1,03	0,60	0,22	0,53	0,53
- Dilué	0,57	0,69	0,92	1,02	0,60	0,22	0,53	0,52
Dividendes déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,375	0,375	0,275	0,275	0,275	0,275	0,20	0,20

1) Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés continue à refléter la croissance solide des produits tirés des services sans fil, en raison de la hausse du nombre d'abonnés et des PMAA. La hausse des PMAA tient pour sa part à la fourniture et à l'adoption accrues de services de transmission de données sans fil, qui ont neutralisé largement la baisse enregistrée au chapitre des PMAA liés aux services de transmission de la voix. La tendance reflète également la croissance des produits tirés de la transmission de données du secteur des services filaires, alors que les produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix ont connu une baisse continue. Le passage continu vers les services sans fil et l'intensification de la concurrence de la part des entreprises concurrentes et des revendeurs offrant des services VoIP ont été notables en 2006. Le recul des produits tirés des services interurbains filaires est conforme aux tendances générales notées au sein de l'industrie relativement à la concurrence sur le plan des prix, et il découle aussi du délaissement des services de transmission de la voix (en faveur des services Internet et sans fil). L'incidence généralement négative des décisions réglementaires sur le plafonnement des prix, y compris les ajustements de tarifs rétroactifs, continue d'influer sur les produits du secteur des services filaires.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services sans fil, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA des services sans fil moins élevé. Le caractère saisonnier a, dans une moindre mesure, une incidence sur les ajouts d'abonnés aux services filaires Internet haute vitesse et les coûts connexes.

Les charges d'exploitation au premier trimestre de 2007 tiennent compte d'une charge hors trésorerie de 173,5 millions de dollars relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005, comme il est fait mention précédemment. Les charges d'exploitation en 2005 ont aussi été touchées par des charges nettes temporaires liées à une interruption de travail prolongée; ces charges temporaires se sont élevées à environ 16 millions de dollars, 65 millions de dollars et 52 millions de dollars, respectivement, pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2005. Les coûts de restructuration ont varié d'un trimestre à l'autre, en fonction des progrès accomplis dans le cadre des mesures continues mises en œuvre.

L'amortissement des immobilisations corporelles au quatrième trimestre de 2006 comprend une charge d'environ 17 millions de dollars au titre de l'alignement des durées de service estimatives des actifs de TELUS Québec découlant de l'intégration des systèmes financiers. L'amortissement des actifs incorporels a continué de diminuer en raison de l'amortissement intégral de plusieurs logiciels. Aux deuxième et quatrième trimestres de 2006 et au premier trimestre de 2007, respectivement, des montants d'environ 12 millions de dollars, 5 millions de dollars et 5 millions de dollars relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en déduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité.

En ce qui concerne les coûts de financement, la tendance observée au chapitre des intérêts débiteurs reflète une baisse, sauf en ce qui a trait aux éléments suivants : i) des intérêts débiteurs relatifs à une décision de justice au titre d'une poursuite liée à une affaire de remboursement d'obligations de BC TEL remontant à 1997 (y compris des charges de 17,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005 et des charges de 7,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006); ii) des charges de 33,5 millions de dollars comptabilisées au quatrième trimestre de 2005 aux fins du remboursement anticipé de billets d'un montant de 1,578 milliard de dollars. Le remboursement anticipé de billets effectué le 1<sup>er</sup> décembre 2005 a contribué à la diminution des coûts de financement au premier semestre de 2006. Les coûts de financement sont présentés déduction faite des montants variés au titre des intérêts créditeurs.

La tendance observée au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements découlant des variations des impôts sur les bénéfices et les ajustements fiscaux et intérêts connexes concernant des périodes précédentes.

<b>Ajustements liés aux impôts sur les bénéfices</b> (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	<b>T1 2007</b>	T4 2006	T3 2006	T2 2006	T1 2006	T4 2005	T3 2005	T2 2005
Incidence approximative sur le bénéfice net	<b>4</b>	20	30	115	—	(3)	17	2
Incidence approximative sur le bénéfice par action	<b>0,01</b>	0,06	0,09	0,33	—	(0,01)	0,05	0,01
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	<b>0,57</b>	0,64	0,85	0,70	0,60	0,23	0,48	0,52

### 5.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA, qui est exprimée en %, et l'effectif)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Produits d'exploitation	2 205,6	2 080,5	6,0 %
Charges d'exploitation	1 436,6	1 201,1	19,6 %
Coûts de restructuration	4,7	16,7	(71,9) %
BAIIA <sup>1)</sup>	764,3	862,7	(11,4) %
Amortissement des immobilisations corporelles	317,7	339,2	(6,3) %
Amortissement des actifs incorporels	49,6	63,9	(22,4) %
Bénéfice d'exploitation	397,0	459,6	(13,6) %
Charges d'exploitation (ajustées) <sup>2)</sup>	1 263,1	1 201,1	5,2 %
BAIIA (ajusté) <sup>2)</sup>	937,8	862,7	8,7 %
Marge du BAIIA <sup>3)</sup>	34,7	41,5	(6,8) pts
Marge du BAIIA (ajustée) <sup>4)</sup>	42,5	41,5	1,0 pt
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période	31 304	28 261	10,8 %
1) Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».			
2) Exclut une charge hors trésorerie de 173,5 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation (ajustées) et le BAIIA (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation. Le BAIIA (ajusté) correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.			
3) BAIIA divisé par les produits d'exploitation.			
4) BAIIA (ajusté) divisé par les produits d'exploitation			

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles concernant les produits d'exploitation, les charges d'exploitation, les coûts de restructuration, le BAIIA et les dépenses en immobilisations sont fournies à la rubrique 5.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 5.5, « Résultats du secteur des services sans fil », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

#### Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation consolidés ont augmenté de 125,1 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. L'augmentation est attribuable principalement à la croissance des produits d'exploitation tirés des services sans fil et des services filaires de transmission de données, laquelle a excédé la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix.

#### Charges d'exploitation et charges d'exploitation (ajustées)

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 235,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. L'augmentation tient compte de la charge hors trésorerie de 173,5 millions de dollars comptabilisée au premier trimestre de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation ajustées pour ne pas tenir compte de cette charge se sont accrues de 62,0 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement à la hausse des charges du secteur des services sans fil à l'appui de la croissance de 11,5 % du nombre d'abonnés. La charge nette au titre du régime de retraite à prestations déterminées a diminué d'environ 22 millions de dollars, en raison surtout du rendement favorable des actifs du régime en 2006.

L'effectif a augmenté afin de soutenir la prestation de services d'impartition aux clients de TELUS par le secteur des services filaire, notamment les services d'impartition des ressources humaines et les services des centres d'appels internationaux, et de manière à soutenir la hausse du nombre d'abonnés des services sans fil. L'effectif (équivalent temps plein) qui fournit des services d'impartition aux clients de la société a augmenté de 1 835 personnes au 31 mars 2007 en comparaison du 31 mars 2006. Dans le secteur des services sans fil, l'effectif (équivalent temps plein) a augmenté de 826 pour la même période.

#### Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration ont diminué de 12,0 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. La charge de restructuration de 4,7 millions de dollars constatée en 2007 concerne plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle. Le montant estimatif des coûts de restructuration de TELUS pour l'exercice complet 2007, découlant de son programme d'efficacité concurrentielle, ne devrait pas excéder 50 millions de dollars.

### BAIIA et BAIIA (ajusté)

Le BAIIA a diminué de 98,4 millions de dollars au premier trimestre de 2007 par rapport à la période correspondante de 2006. La baisse tient compte de la charge hors trésorerie de 173,5 millions de dollars comptabilisée au premier trimestre de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées. Le BAIIA ajusté de manière à ne pas tenir compte de cette charge a progressé de 75,1 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. La hausse s'est produite principalement dans le secteur des services sans fil et elle découle de la forte croissance des produits d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse de 2,1 % des frais d'acquisition par ajout brut d'abonné, par l'augmentation des frais de fidélisation et par l'accroissement des charges d'exploitation à l'appui de la croissance de 11,5 % du total des abonnés aux services sans fil.

### Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels

L'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 21,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement d'une hausse des immobilisations entièrement amorties et d'un ajustement effectué en 2006. L'ajustement au titre de l'amortissement des immobilisations corporelles effectué en 2006 reflétait une réduction des durées de service estimatives des serveurs informatiques et de l'ameublement.

L'amortissement des actifs incorporels a reculé de 14,3 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006, résultat qui tient principalement au fait que plusieurs logiciels sont pleinement amortis, ainsi que par la constatation de crédits d'impôt à l'investissement d'environ 5 millions de dollars au titre d'immobilisations capitalisées au cours des exercices antérieurs qui sont pleinement amorties.

### Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 62,6 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. La diminution tient compte de la charge hors trésorerie de 173,5 millions de dollars comptabilisée au premier trimestre de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées. Cette charge a largement neutralisé la croissance sous-jacente du BAIIA et la réduction de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels dont il est fait mention ci-dessus. Le bénéfice d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de cette charge a augmenté de 110,9 millions de dollars ou 24,1 %.

### Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
	3,8	4,3	(11,6) %

Les autres charges n'ont pas changé de façon considérable au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. La charge liée à la titrisation de créances s'est chiffrée à 3,2 millions de dollars au premier trimestre de 2007, soit un résultat essentiellement inchangé par rapport à la période correspondante de 2006. Au 31 mars 2007, le solde du produit tiré des créances titrisées se chiffrait à 150 millions de dollars (se reporter à la rubrique 7.6, « Vente de créances »).

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres	119,3	127,0	(6,1) %
Pertes (gains) de change	1,9	1,1	72,7 %
Intérêts créditeurs	(3,6)	(1,1)	n.s.
	117,6	127,0	(7,4) %

Les intérêts débiteurs ont diminué de 7,7 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement d'un ajustement découlant de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les frais d'émission conformément au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* (comptabilisation et évaluation des instruments financiers). En mars 2007, la société a procédé à un appel public à l'épargne visant des billets d'une valeur de 300 millions de dollars et d'une durée de 5 ans ainsi que des billets d'une valeur de 700 millions de dollars et d'une durée de 10 ans (se reporter à la rubrique 7.3). Également en mars, la société a résilié des swaps de taux différés, ce qui a entraîné une perte nette d'environ 10 millions de dollars, laquelle a été reportée et sera amortie sur 10 ans, soit la durée de la nouvelle dette.

La dette de la société, telle qu'elle est calculée à la rubrique 11.4, se chiffrait à 6 563 millions de dollars au 31 mars 2007, par rapport à 5 732 millions de dollars au 31 mars 2006. La dette nette se chiffrait à 6 179 millions de dollars et à 6 133 millions de dollars, respectivement, le résultat au 31 mars 2007 reflétant un solde élevé de l'encaisse et des placements temporaires et une réduction des créances titrisées.

Les intérêts créditeurs se sont accrus de 2,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006, en raison principalement des intérêts reçus sur l'encaisse et les placements temporaires en 2007.

Impôts sur les bénéfices (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Impôts fédéral et provinciaux combinés aux taux d'imposition prévus par la loi, établis en fonction du bénéfice net avant impôts	92,3	111,5	(17,2) %
Réévaluation du passif d'impôts futurs	(3,7)	—	—
Charge au titre des options sur actions attribuées	(7,7)	1,5	—
Autres	(1,6)	3,1	—
	79,3	116,1	(31,7) %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	33,5	34,0	(0,5) pt
Taux effectifs (en %)	28,8	35,4	(6,6) pts

La diminution de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, découle principalement de la baisse de 16,1 % du bénéfice avant impôts et de la réduction des taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés. Les taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés pour le premier trimestre de 2007 ont diminué par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement d'une réduction du taux d'imposition appliqué au bénéfice général des sociétés en Alberta, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2006. La réduction du taux d'imposition effectif tient essentiellement à la réévaluation du passif d'impôts futurs ainsi qu'à l'économie d'impôts futurs liée à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées.

En supposant que seront maintenus le taux de bénéfice de TELUS ainsi que la structure d'entité juridique actuelle et qu'il n'y aura aucun changement significatif aux règlements sur les impôts, la société prévoit qu'elle sera en mesure d'utiliser la quasi-totalité de ses pertes autres qu'en capital avant la fin de 2007. Elle estime que le risque d'expiration avant utilisation de ces pertes autres qu'en capital est peu élevé. En vertu de la structure d'entité juridique actuelle, TELUS s'attend à payer un montant minime d'impôts en espèces en 2007, un montant plus élevé en 2008 et un montant important en 2009. Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial devrait être d'environ 33 % à 34 % pour 2007.

Part des actionnaires sans contrôle (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
	1,5	2,1	(28,6) %

La part des actionnaires sans contrôle représente la participation d'actionnaires minoritaires dans plusieurs petites filiales.

### Résultat étendu

Comme il est expliqué plus en détail à la rubrique 8.2, « Faits nouveaux concernant les conventions comptables », la société a adopté, avec prise d'effet à l'exercice 2007, les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») concernant la comptabilisation du résultat étendu (chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*). À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers (se reporter à la rubrique 7.8). La calcul du résultat par action se base sur le bénéfice net ainsi que sur le bénéfice afférent aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote, comme l'exigent les PCGR.

### 5.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Services locaux de transmission de la voix <sup>1)</sup>	532,1	535,6	(0,7) %
Services interurbains de transmission de la voix	187,6	207,8	(9,7) %
Services de transmission de données <sup>2)</sup>	424,8	393,6	7,9 %
Autres	61,1	61,6	(0,8) %
Produits d'exploitation externes	1 205,6	1 198,6	0,6 %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	25,1	23,5	6,8 %
Total des produits d'exploitation	1 230,7	1 222,1	0,7 %
1) Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont diminué d'environ 18 millions de dollars ou 3,4 %, après l'ajustement effectué de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des ajustements réglementaires.			
2) Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'environ 43 millions de dollars ou 10,8 %, après l'ajustement effectué de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des deux réductions de tarifs rétroactives causées par la concurrence.			

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 31 mars		
	2007	2006	Variation
Lignes résidentielles d'accès au réseau	2 741	2 900	(5,5) %
Lignes commerciales d'accès au réseau	1 785	1 763	1,3 %
Total des lignes d'accès au réseau <sup>1)</sup>	<b>4 526</b>	4 663	(2,9) %
	Trimestres terminés les 31 mars		
(en milliers)	2007	2006	Variation
Variation des lignes résidentielles d'accès au réseau	(34)	(28)	(21,4) %
Variation des lignes commerciales d'accès au réseau	12	—	n.s.
Variation du total des lignes d'accès au réseau <sup>1)</sup>	<b>(22)</b>	(28)	21,4 %

1) Le nombre de lignes d'accès au réseau est calculé à la fin de la période considérée à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.

Abonnés à Internet (en milliers)	Aux 31 mars		
	2007	2006	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse	948,8	801,7	18,3 %
Abonnés à Internet commuté	181,6	227,8	(20,3) %
Total des abonnés aux services Internet <sup>1)</sup>	<b>1 130,4</b>	1 029,5	9,8 %
	Trimestres terminés les 31 mars		
(en milliers)	2007	2006	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	32,1	38,6	(16,8) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(12,5)	(8,3)	(50,6) %
Total des ajouts nets d'abonnés aux services Internet	<b>19,6</b>	30,3	(35,3) %

1) Le nombre d'abonnés aux services Internet est calculé à la fin de la période considérée à l'aide du dénombrement des accès à Internet tiré du système de facturation et d'autres systèmes.

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires ont augmenté de 8,6 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006.

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 3,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. Ce recul découle principalement de la baisse des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés optionnels découlant de l'intensification de la concurrence visant les abonnés des services résidentiels. Ces résultats à la baisse ont été neutralisés en partie par les recouvrements d'environ 14,5 millions de dollars au titre des comptes de report constatés au premier trimestre de 2007, qui ont neutralisé les ajustements rétroactifs défavorables de tarifs liés aux services de base de transmission de données, lesquels découlent de deux décisions du CRTC (« Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes »), et qui comprenaient le recouvrement de montants engagés précédemment au titre de la mise en œuvre obligatoire de la transférabilité des numéros locaux et des frais de démarrage.

La perte de lignes résidentielles résulte notamment de la concurrence accrue de la part des revendeurs, des concurrents qui offrent des services VoIP (y compris les câblodistributeurs, qui ont élargi leur couverture géographique), du remplacement de la technologie pour aller vers les services sans fil, et du nombre moindre de lignes secondaires en raison de la migration des abonnés à Internet commuté vers le service Internet haute vitesse. La hausse du nombre de lignes commerciales s'est produite principalement dans le centre du Canada.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 20,2 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. Cette diminution tient principalement à la baisse de la moyenne des tarifs à la minute (imputable à la concurrence au chapitre des prix dans l'ensemble de l'industrie), neutralisée en partie par la hausse des volumes à la minute pour les lignes commerciales de détail et de gros.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 31,2 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. Cette augmentation tient principalement aux produits accrus liés aux services Internet et aux services de transmission et d'hébergement de données améliorés, qui découlent de l'accroissement des services au marché des affaires et de la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse. Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont diminué légèrement par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète les marchés concurrentiels, mais qui continue de s'aligner sur les indications annuelles. Les tarifs Internet haute vitesse ont été majorés de 1 \$ par mois au deuxième trimestre de 2006; ces hausses s'appliquent aux clients qui ne bénéficient pas de tarifs protégés et elles ont contribué à l'augmentation générale des produits moyens par abonné. Les produits tirés des services de gestion de données découlant de la prestation aux clients de services d'impartition des processus opérationnels ont eux aussi augmenté.

Conformément à la Décision de télécom CRTC 2007-6 (concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique) et à la Décision de télécom CRTC 2007-10 (concernant les frais du dispositif d'extension du service de base), des réductions de tarifs rétroactives d'environ 11 millions de dollars ont été comptabilisées dans les produits d'exploitation tirés des services de transmission de données de base. Les produits d'exploitation tirés des services de transmission de données ont augmenté d'environ 43 millions de dollars ou 10,8 %, compte tenu de l'ajustement effectué de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des deux réductions de tarifs causées par la concurrence.

- Les autres produits ont diminué de 0,5 million de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, résultat qui est principalement imputable à la baisse des ventes d'équipement de transmission de la voix, neutralisée dans une certaine mesure par la diminution des rabais tarifaires pour la qualité du service fourni.
- Les produits tirés d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services sans fil. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services sans fil.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars, sauf l'effectif)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif	582,0	413,2	40,9 %
Autres charges d'exploitation	323,4	327,2	(1,2) %
Charges d'exploitation	905,4	740,4	22,3 %
Coûts de restructuration	4,4	14,9	(70,5) %
Total des charges d'exploitation	909,8	755,3	20,5 %
Charges d'exploitation (ajustées) <sup>1)</sup>	752,3	740,4	1,6 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) <sup>1)</sup>	756,7	755,3	0,2 %
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période <sup>2)</sup>	24 006	21 789	10,2 %
1) Exclut une charge hors trésorerie de 153,1 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation (ajustées) et le total des charges d'exploitation (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation. 2) L'effectif (équivalent temps plein) qui fournit des services d'impartition aux clients de la société s'élevait à 5 377 personnes le 31 mars 2007, et à 3 542 personnes le 31 mars 2006. L'effectif (équivalent temps plein) responsable des autres activités du secteur des services filaires a augmenté de 382 ou 2,1 %.			

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 154,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement d'une charge hors trésorerie de 153,1 millions de dollars au titre des options sur actions attribuées avant 2005, laquelle a été inscrite dans les salaires et les charges sociales au cours du premier trimestre de 2007. Les coûts de restructuration au premier trimestre de 2007 concernaient plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle et ils ont reculé de 10,5 millions de dollars, comparativement à la période correspondante de 2006.

Charges d'exploitation :

- Les salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif ont augmenté de 168,8 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. Ajustés pour exclure la charge hors trésorerie au titre des options sur actions comptabilisée au premier trimestre de 2007, ils ont progressé de 15,7 millions de dollars ou 3,8 %, par rapport au premier trimestre de 2006. L'augmentation découle principalement des hausses prévues au chapitre de la rémunération et de l'accroissement de l'effectif, neutralisées en partie par la diminution de la charge au titre du régime de retraite à prestations déterminées.
- Les autres charges d'exploitation ont reculé de 3,8 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. Ce recul est en grande partie attribuable à la capitalisation accrue des coûts liés à la main-d'œuvre, laquelle découle de l'augmentation des dépenses en immobilisations en 2007. La hausse des coûts liés aux installations à l'appui de l'accroissement des services dans le centre du Canada a été neutralisée par la baisse des frais de transit et de résiliation, ainsi que par le passage vers les installations de TELUS. La baisse des charges a été contrebalancée par la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe afin de faciliter l'élimination du travail en retard causé par le temps violent qui a sévi sur la côte ouest au cours de l'hiver, ainsi que par le recours à davantage de ressources imparties en 2007, aux fins du développement de logiciels.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
BAIIA	320,9	466,8	(31,3) %
BAIIA (ajusté) <sup>1)</sup>	474,0	466,8	1,5 %
Marge du BAIIA	26,1	38,2	(12,1) pts
Marge du BAIIA (ajustée) <sup>1)</sup>	38,5	38,2	0,3 pt
1) Exclut une charge hors trésorerie de 153,1 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA du secteur des services filaires pour 2007.			



Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 145,9 millions de dollars en raison de la charge hors trésorerie au titre des options sur actions attribuées avant 2005, laquelle a été comptabilisée en 2007. Le BAIIA du secteur des services filaires ajusté de manière à ne pas tenir compte de cette charge a augmenté de 7,2 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement à la hausse modeste des produits d'exploitation et à la baisse des coûts de restructuration.

### 5.5 Résultats du secteur des services sans fil

Produits d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Services de réseau	944,5	824,7	14,5 %
Équipement	55,5	57,2	(3,0) %
Produits d'exploitation externes	1 000,0	881,9	13,4 %
Produits d'exploitation tirés des activités intersectorielles	6,3	5,9	6,8 %
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 006,3</b>	<b>887,8</b>	<b>13,3 %</b>

Indicateurs clés de l'exploitation – secteur des services sans fil (en milliers)	Aux 31 mars		
	2007	2006	Variation
Abonnés – postpayés <sup>1)</sup>	4 136,8	3 737,2	10,7 %
Abonnés – prépayés	1 007,0	876,0	15,0 %
Abonnés – total <sup>2)</sup>	5 143,8	4 613,2	11,5 %
Population <sup>3)</sup> couverte par les services numériques, y compris l'itinérance et la revente (en millions) <sup>4)</sup>	31,0	30,6	1,3 %
	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Ajouts bruts d'abonnés – postpayés	173,3	179,7	(3,6) %
Ajouts bruts d'abonnés – prépayés	122,7	95,1	29,0 %
Ajouts bruts d'abonnés – total	296,0	274,8	7,7 %
Ajouts nets d'abonnés – postpayés	60,8	70,4	(13,6) %
Ajouts nets d'abonnés – prépayés	29,7	22,1	34,4 %
Ajouts nets d'abonnés – total	90,5	92,5	(2,2) %
PMAA (en dollars) <sup>5)</sup>	62,03	60,31	2,9 %
Taux de désabonnement, par mois (en %) <sup>5)</sup>	1,35	1,33	0,2 pt
Produits à long terme par abonné (en dollars) <sup>5)</sup>	4 595	4 535	1,3 %
Frais d'acquisition <sup>6)</sup> par ajout brut d'abonné (en dollars) <sup>5)</sup>	438	429	2,1 %
Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné en pourcentage des produits à long terme par abonné (en %) <sup>5)</sup>	9,5	9,5	—
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	382	386	(1,0) %
BAIIA (en millions de dollars)	443,4	395,9	12,0 %
BAIIA (ajusté) <sup>7)</sup> (en millions de dollars)	463,8	395,9	17,2 %
BAIIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	46,9	48,0	(1,1) pt
BAIIA (ajusté) en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	49,1	48,0	1,1 pt
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) <sup>5)</sup>	7,3	6,2	1,1 pt
BAIIA, à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars) <sup>5)</sup>	572,9	513,8	11,5 %
BAIIA (ajusté), à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars)	593,3	513,8	15,5 %

pt(s) – point(s) de pourcentage

- 1) Un ajustement non récurrent a été apporté au poste Abonnés – postpayés. Le nombre cumulatif d'abonnés a été réduit d'environ 2 600 au cours de la période, de manière à tenir compte de l'interruption du service de réseau offert aux abonnés des services de transmission de données par paquets sur réseau cellulaire (CDPD) avec prise d'effet le 31 janvier 2007.
- 2) Le nombre d'abonnés est établi à la fin de la période de présentation, compte tenu des renseignements tirés des systèmes de facturation.
- 3) Par « population » on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.
- 4) Au 31 mars 2007, la population couverte par les services numériques SCP des services sans fil de TELUS comprenait la population couverte élargie d'environ 7,5 millions de personnes découlant des ententes de services d'itinérance et de revente conclues principalement avec Bell Mobilité (Bell Canada).
- 5) Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs clés de l'exploitation ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.
- 6) Frais d'acquisition
- 7) Exclut une charge hors trésorerie de 20,4 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA du secteur des services sans fil pour 2007.

Les produits tirés du secteur des services sans fil ont augmenté de 118,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 119,8 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. L'augmentation est attribuable à la croissance de 11,5 % des abonnés, ainsi qu'à la hausse des produits moyens par appareil d'abonné mensuels. Les PMAA ont augmenté de 1,72 \$ au premier trimestre de 2007 par rapport à la période correspondante de 2006, soit le 17<sup>e</sup> trimestre de suite pour lequel les PMAA affichent une hausse, car l'utilisation accrue des données a largement contrebalancé la diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 55,76 \$ au premier trimestre de 2007, en baisse de 0,84 \$ ou 1,5 % par rapport à la période correspondante de 2006. Ce résultat découle principalement de la diminution du nombre moyen de minutes par abonné par mois et de la baisse des tarifs.

Les produits tirés des services de transmission de données au premier trimestre de 2007 ont augmenté à 10,2 % des produits d'exploitation du réseau ou 96,2 millions de dollars, par rapport à 6,2 % des produits d'exploitation du réseau ou 51,3 millions de dollars au premier trimestre de 2006. Ce résultat reflète un taux de croissance de 87,5 %. Les PMAA tirés des services de transmission de données ont augmenté de 69,0 % pour s'établir à 6,27 \$ au premier trimestre de 2007, comparativement à 3,71 \$ à la période correspondante de 2006. Cette croissance découle principalement de la messagerie textuelle, de l'informatique mobile, des PDA (assistants numériques), ainsi que des activités de navigation Internet et de téléchargement à la carte comme les sonneries, la musique, les jeux et les vidéos.

Au 31 mars 2007, les abonnés des services postpayés comptaient pour 80,4 % du total cumulatif des abonnés, soit un résultat relativement stable par rapport à l'exercice précédent. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés au premier trimestre de 2007, qui s'élèvent à 60 800, se sont établis à 67,2 % de tous les ajouts nets, comparativement à 70 400 ou 76,1 % de tous les ajouts nets à la période correspondante de 2006. Le total des ajouts nets d'abonnés est demeuré relativement stable au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006, en raison de la croissance des ajouts nets d'abonnés des services prépayés.

Le taux de désabonnement combiné a augmenté légèrement au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés s'est établi à moins de un pour cent au premier trimestre de 2007, soit un résultat analogue à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux de désabonnement des services prépayés a augmenté légèrement au premier trimestre par rapport à la période correspondante de 2006. Les débranchements ont totalisé 205 500 au premier trimestre de 2007, par rapport à 182 300 à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète en grande partie l'augmentation du nombre d'abonnés. Les résultats au chapitre des désabonnements et des débranchements reflètent l'attention que la société continue d'accorder à la croissance rentable du nombre d'abonnés et à la fidélisation des abonnés. La transférabilité des numéros de services sans fil a été mise en œuvre à la fin de mars 2007, et la société est d'avis que son incidence sur les taux de désabonnement au premier trimestre est mineure.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services ont diminué de 1,7 million de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, malgré la croissance continue du nombre d'abonnés et l'accroissement des activités de fidélisation. Les ajouts bruts d'abonnés se sont chiffrés à 296 000 au premier trimestre de 2007, contre 274 800 à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services prépayés. Les produits tirés des appareils liés aux ajouts bruts d'abonnés sont compris dans les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné, et les produits tirés des appareils découlant des activités de fidélisation sont compris dans les frais de fidélisation.
- Les produits des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services sans fil au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars, sauf l'effectif)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	145,4	126,2	15,2 %
Charges d'exploitation des services de réseau	114,6	105,9	8,2 %
Frais de marketing	100,8	93,8	7,5 %
Frais généraux et d'administration	201,8	164,2	22,9 %
Charges d'exploitation	562,6	490,1	14,8 %
Coûts de restructuration	0,3	1,8	(83,3) %
Total des charges d'exploitation	562,9	491,9	14,4 %
Charges d'exploitation (ajustées) <sup>1)</sup>	542,2	490,1	10,6 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) <sup>1)</sup>	542,5	491,9	10,3 %
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période	7 298	6 472	12,8 %
1) Exclut une charge hors trésorerie de 20,4 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation (ajustées) et le total des charges d'exploitation (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation.			

Le total des charges d'exploitation du secteur des services sans fil a augmenté de 71,0 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge hors trésorerie au titre des options sur actions comptabilisée en 2007 a augmenté de 50,6 millions de dollars, pour promouvoir, conserver et soutenir la croissance de 11,5 % du nombre d'abonnés et la hausse de 14,5 % des produits d'exploitation du réseau.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté de 19,2 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. Ce résultat découle principalement d'une augmentation des ajouts bruts d'abonnés, des coûts accrus liés aux appareils en raison d'une réorientation de la gamme de produits, et des activités plus nombreuses visant à fidéliser les clients. Les coûts des appareils, y compris l'équipement de transmission de données, liés aux ajouts bruts d'abonnés sont compris dans les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné. Les coûts des appareils liés aux efforts visant à fidéliser les clients sont compris dans les frais de fidélisation.
- Les charges d'exploitation des services de réseau se sont accrues de 8,7 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des frais de transmission et des charges liées aux stations pour tenir compte de l'augmentation du nombre de stations cellulaires, à la hausse du nombre d'abonnés, à certains tiers fournisseurs de services de contenu de données, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité du réseau et de la couverture, déduction faite d'une réduction découlant de la Décision 2007-6 du CRTC concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique de détail.
- Les frais de marketing se sont accrues de 7,0 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement de la hausse des frais de publicité et de promotion et de l'augmentation de la rémunération versée aux détaillants liée à l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés et aux activités accrues de renouvellement de contrats. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont augmenté de 9 \$ ou de 2,1 % au premier trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est liée principalement au financement plus élevé sur certains appareils populaires générés par la concurrence, à l'augmentation de la rémunération versée aux détaillants liée à l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés, ainsi qu'à la hausse des frais de publicité et de promotion engagés relativement à la transférabilité des numéros de services sans fil et au lancement de nouveaux produits. En raison de l'augmentation des PMAA au premier trimestre et malgré la baisse légère du taux de désabonnement, les produits à long terme par abonné se sont accrues de 60 \$ pour s'établir à 4 595 \$. Les frais d'acquisition en pourcentage des produits à long terme se sont établis à 9,5 % au premier trimestre de 2007, soit un résultat inchangé par rapport à la période correspondante de 2006, qui reflète la mise à exécution continue de la stratégie de croissance rentable de TELUS.
- Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 37,6 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la charge hors trésorerie de 20,4 millions de dollars au titre des options sur actions attribuées avant 2005. En excluant cette charge, les frais généraux et d'administration ont progressé de 17,2 millions de dollars, en raison essentiellement de la hausse du nombre d'employés. La hausse de 12,8 % du nombre d'employés, qui était inférieure à la croissance des produits tirés des services de réseau, visait à soutenir l'importante augmentation du nombre d'abonnés ainsi que l'expansion continue de l'équipe de service à la clientèle et du nombre de magasins de détail dont la société est propriétaire. De plus, les coûts d'occupation et les coûts liés aux clients se sont accrues.
- Les coûts de restructuration concernent le programme d'efficacité opérationnelle de la société.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) – secteur des services sans fil	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
BAIIA	<b>443,4</b>	395,9	12,0 %
BAIIA (ajusté) <sup>1)</sup>	<b>463,8</b>	395,9	17,2 %
Marge du BAIIA	<b>44,1</b>	44,6	(0,5) pt
Marge du BAIIA (ajustée) <sup>1)</sup>	<b>46,1</b>	44,6	1,5 pt
1) Exclut une charge hors trésorerie de 20,4 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation, et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.			

Le BAIIA du secteur des services sans fil a augmenté de 47,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. Ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge hors trésorerie au titre des options sur actions comptabilisée en 2007, le BAIIA s'est accru de 67,9 millions de dollars, résultat qui découle de la croissance élevée des produits, neutralisée en partie par l'augmentation des frais d'acquisition par ajout brut d'abonné, par une hausse des frais de fidélisation en prévision de la mise en œuvre de la transférabilité des numéros de services sans fil à la mi-mars 2007, ainsi que par un accroissement des charges d'exploitation pour soutenir la croissance du total des abonnés.

## 6. Situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours du trimestre terminé le 31 mars 2007.

(en millions de dollars)	31 mars 2007	31 décembre 2006 (ajusté)	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
<b>Actif à court terme</b>					
Encaisse et placements temporaires, montant net	534,0	(11,5)	545,5	n.s.	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Placements à court terme	110,7	110,2	0,5	0,5 %	Placements constitués de l'excédent de trésorerie.
Débiteurs	959,3	707,2	252,1	35,6 %	Augmentation de 350 millions de dollars découlant de la réduction du produit tiré des créances titrisées, déduction faite des incitations à la prise à bail découlant du renouvellement de baux, de la diminution du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services filaires, et de la baisse du tarif de temps d'antenne des abonnés des services sans fil postpayés, ainsi que du recul des créances des détaillants.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	94,2	95,4	(1,2)	(1,3) %	—
Stocks	159,4	196,4	(37,0)	(18,8) %	Principalement une réduction des stocks d'appareils sans fil imputable à l'accroissement des stocks de nouveaux appareils au quatrième trimestre de 2006.
Frais payés d'avance et autres	255,8	195,3	60,5	31,0 %	Principalement le paiement anticipé des licences annuelles concernant les services sans fil, ainsi que les charges sociales passées en charges et prépayées, déduction faite de l'amortissement.
Actifs dérivés	62,6	40,4	22,2	55,0 %	Comprend les ajustements de la juste valeur liés à la rémunération à base d'actions.
<b>Passif à court terme</b>					
Créditeurs et charges à payer	1 585,1	1 363,6	221,5	16,2 %	Principalement une augmentation du passif au titre de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions et une hausse saisonnière des intérêts à payer.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	8,9	10,3	(1,4)	(13,6) %	—
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	36,1	53,1	(17,0)	(32,0) %	Les paiements au titre des programmes précédents et actuels excédaient les nouvelles obligations.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	609,7	606,3	3,4	0,6 %	Principalement une augmentation de la facturation, déduction faite de produits reportés à la baisse liés au plafonnement des prix.
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 351,6	1 433,5	(81,9)	(5,7) %	Reflète principalement le remboursement d'une tranche de 70 millions de dollars des billets à moyen terme de TCI échus en février et une baisse de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets en dollars américains échéant le 1 <sup>er</sup> juin.
Tranche à court terme des passifs dérivés	172,4	165,8	6,6	4,0 %	Principalement des variations des taux de change et des ajustements de la juste valeur du passif de couverture reporté lié aux billets en dollars américains échéant le 1 <sup>er</sup> juin.
Tranche à court terme des impôts futurs	238,7	250,9	(12,2)	(4,9) %	Diminution des écarts temporaires liés aux actifs et passifs à court terme. Le bilan au 31 décembre 2006 comprend le reclassement d'une tranche de 157,7 millions de dollars des impôts futurs à long terme. Se reporter à la rubrique 8.2, « Faits nouveaux concernant les conventions comptables — Impôts sur le revenu tiré d'une société de personnes », et à la note 2 c) des états financiers consolidés intermédiaires.
<b>Fonds de roulement<sup>1)</sup></b>	<b>(1 826,5)</b>	<b>(2 550,1)</b>	<b>723,6</b>	<b>28,4 %</b>	Comprend une augmentation de l'encaisse et des placements temporaires en prévision de l'échéance d'une dette le 1 <sup>er</sup> juin 2007. Se reporter à la rubrique 7.3, « Rentrées (sorties) liées aux activités de financement ».
1) Actif à court terme moins le passif à court terme — démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.					

Suite du tableau de la page précédente.

(en millions de dollars)	31 mars 2007	31 décembre 2006 (ajusté)	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
<b>Immobilisations, montant net</b>	<b>10 994,3</b>	10 982,1	12,2	0,1 %	Se reporter à la rubrique 5.3, « Résultats d'exploitation consolidés – amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels », ainsi qu'à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».
<b>Autres actifs</b>					
Frais reportés	1 022,0	956,6	65,4	6,8 %	Principalement les cotisations aux régimes de retraite et les montants recouverts au titre des régimes de retraite en raison des rendements favorables des actifs des régimes.
Placements	41,5	35,2	6,3	17,9 %	Nouveaux placements, déduction faite des dessaisissements.
Écart d'acquisition	3 169,6	3 169,5	0,1	0,0 %	—
<b>Dette à long terme</b>	<b>4 312,5</b>	3 474,7	837,8	24,1 %	Comprend des billets totalisant 1 milliard de dollars émis en mars, déduction faite du remboursement des facilités bancaires, et une réduction de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets en dollars américains échéant en 2011.
<b>Autres passifs à long terme</b>	<b>1 498,4</b>	1 257,3	241,1	19,2 %	Principalement des variations des taux de change et un ajustement de la juste valeur du passif de couverture reporté lié aux billets en dollars américains échéant en 2011.
<b>Impôts futurs</b>	<b>934,5</b>	909,6	24,9	2,7 %	Augmentation des écarts temporaires des actifs et passifs à long terme.
<b>Part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>25,1</b>	23,6	1,5	6,4 %	—
<b>Capitaux propres</b>					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	6 630,4	6 928,1	(297,7)	(4,3) %	Diminution se répartissant principalement comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de 200,7 millions de dollars au titre de rachats dans le cours normal des activités;</li> <li>• Dividendes de 125,9 millions de dollars;</li> <li>• Montants transitoires au titre du cumul des autres éléments du résultat étendu de 176,2 millions de dollars;</li> </ul> Partiellement neutralisés par les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéfice net de 194,8 millions de dollars;</li> <li>• Autres éléments du résultat étendu de 30,3 millions de dollars.</li> </ul>

## 7. Situation de trésorerie et sources de financement

### 7.1 Rentrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
	460,6	673,1	(31,6) %

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 212,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. La diminution est imputable aux facteurs suivants :

- La diminution nette de 350 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées au premier trimestre de 2007, par rapport à une réduction nette de 100 millions de dollars au premier trimestre de 2006;
- La diminution de 89,5 millions de dollars des impôts reçus, déduction faite des versements échelonnés, au premier trimestre de 2007 par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement du recouvrement d'un montant d'impôts à recevoir au premier trimestre de 2006;
- La baisse des intérêts reçus de 20,6 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, qui tient principalement aux intérêts reçus sur les remboursements d'impôts de l'exercice précédent;
- La hausse des intérêts payés de 10,5 millions de dollars au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006, qui découle du paiement de swaps de taux différés en 2007.

Les baisses mentionnées ci-dessus ont été neutralisées en partie par :

- La hausse de 130,2 millions de dollars de la rémunération à base d'actions (charge au titre des options sur actions attribuées en sus des paiements) au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, qui tient principalement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Lorsque la rémunération à base d'actions est réintégrée dans le BAIIA, la hausse nette au premier trimestre se chiffre à 31,8 millions de dollars, par rapport à la période correspondante de 2006.
- La diminution de 10,6 millions de dollars des paiements au titre des activités de restructuration au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006;
- Les variations du fonds de roulement hors trésorerie, y compris la baisse des stocks au premier trimestre de 2007, ainsi que l'augmentation des créiteurs au premier trimestre de 2007, par rapport à une baisse des créiteurs au premier trimestre de 2006.

## 7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
	<b>392,3</b>	316,1	24,1 %

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 76,2 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement de la hausse des dépenses en immobilisations.

Les actifs en construction se chiffraient à 494,7 millions de dollars au 31 mars 2007, en baisse par rapport à 725,4 millions de dollars au 31 décembre 2006. Ce résultat reflète principalement le transfert d'un montant de 342,1 millions de dollars aux actifs incorporels amortissables, lequel découle en grande partie de la mise en œuvre de certaines phases du nouveau système de facturation consolidé dans le secteur des services filaires.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars, sauf l'intensité des dépenses en immobilisations, qui est présentée en %)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
Secteur des services filaires	<b>270,7</b>	259,0	4,5 %
Secteur des services sans fil	<b>111,2</b>	61,5	80,8 %
TELUS – dépenses en immobilisations consolidées	<b>381,9</b>	320,5	19,2 %
Intensité des dépenses en immobilisations <sup>1)</sup>	<b>17,3</b>	15,4	1,9 pt

1) L'intensité des dépenses en immobilisations est mesurée par la division des dépenses en immobilisations par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations de TELUS au premier trimestre de 2007 était légèrement inférieur à celui prévu dans les indications annuelles de la société concernant les produits d'exploitation consolidés et les dépenses en immobilisations. Se reporter à la rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2007 ». Le BAIIA de TELUS, déduction faite des dépenses en immobilisations, se chiffrait à 382,4 millions de dollars au premier trimestre de 2007, en baisse de 29,5 % par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement de la charge de 173,5 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) de TELUS, déduction faite des dépenses en immobilisations, s'est élevé à 555,9 millions de dollars au premier trimestre de 2007, en hausse de 2,5 % par rapport à la période correspondante de 2006.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont augmenté de 11,7 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. Cette augmentation est en grande partie imputable aux investissements initiaux effectués afin de soutenir les nouvelles entreprises clientes dans le centre du Canada, ainsi qu'aux investissements accrus visant l'expansion des services à large bande, déduction faite des dépenses à la baisse concernant le développement du nouveau système de facturation. L'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires s'est élevée à 22,0 % au premier trimestre de 2007, par rapport à 21,2 % à la période correspondante de 2006. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 50,2 millions de dollars au premier trimestre de 2007, en baisse de 75,8 % par rapport à la période correspondante de 2006. Les flux de trésorerie du secteur des services filaires basés sur le BAIIA (ajusté) se sont établis à 203,3 millions de dollars au premier trimestre de 2007, en baisse de 2,2 % par rapport à la période correspondante de 2006.
- Les dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil ont augmenté de 49,7 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. L'augmentation découle principalement de l'amélioration continue de la capacité et de la couverture des services sans fil numériques, des investissements stratégiques dans la technologie de réseau sans fil à plus haute vitesse EVDO, et de la mise en œuvre de la transférabilité des numéros de services sans fil. L'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil s'est élevée à 11,1 % au premier trimestre de 2007, par rapport à 6,9 % à la période correspondante de 2006. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services sans fil se sont chiffrés à 332,2 millions de dollars au premier trimestre de 2007, en baisse de 0,7 % par rapport à la période correspondante de 2006. Les flux de trésorerie du secteur des services sans fil basés sur le BAIIA ajusté se sont établis à 352,6 millions de dollars au premier trimestre de 2007, en hausse de 5,4 % comparativement à la période correspondante de 2006.

### 7.3 Rentrées (sorties) liées aux activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2007	2006	Variation
	477,2	(366,7)	n.s.

Les rentrées liées aux activités de financement ont augmenté de 843,9 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport à des sorties liées aux activités de financement à la période correspondante de 2006. Les activités de financement incluent ce qui suit :

- Le produit tiré de l'émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote s'est chiffré à 0,4 million de dollars au premier trimestre de 2007, en baisse de 32,8 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2006. La diminution est principalement imputable à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005, ainsi qu'à l'application, le 1<sup>er</sup> mai 2006, du règlement en capitaux propres nets et à l'exercice d'un nombre moins élevé d'options au premier trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006.
- Les dividendes en espèces versés aux actionnaires se sont élevés à 125,9 millions de dollars au premier trimestre de 2007, soit un résultat en hausse de 30,0 millions de dollars, qui tient à l'augmentation du dividende trimestriel par action, neutralisée en partie par la diminution du nombre moyen d'actions en circulation.
- L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités renouvelée (la « troisième offre ») de la société est entrée en vigueur le 20 décembre 2006 et elle prendra fin le 19 décembre 2007. Au 31 mars 2007, la société avait racheté 16,5 % du nombre maximal de 12 millions d'actions ordinaires, et 14,3 % du nombre maximal de 12 millions d'actions sans droit de vote, pouvant être rachetées en vertu de cette offre. Entre le 20 décembre 2004 et le 31 mars 2007, TELUS a racheté environ 18,4 millions d'actions ordinaires et 24,5 millions d'actions sans droit de vote pour un montant de 1,97 milliard de dollars, en vertu des trois offres publiques de rachat dans le cours normal des activités.



Le tableau suivant illustre les achats effectués en vertu des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités aux premiers trimestres de 2007 et de 2006.

**Offres publiques de rachat dans le cours normal des activités**

Par offre	Actions rachetées			Coût d'achat (en millions de dollars)		
	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Total	Imputé au capital-actions <sup>1)</sup>	Imputé aux bénéfices non répartis <sup>2)</sup>	Payé
Deuxième offre						
Premier trimestre de 2006	1 783 300	3 334 500	5 117 800	93,3	138,3	231,6
Troisième offre						
<b>Premier trimestre de 2007</b>	<b>1 975 000</b>	<b>1 530 000</b>	<b>3 505 000</b>	<b>57,8</b>	<b>142,9</b>	<b>200,7</b>

1) Représente la valeur comptable des actions rachetées  
2) Représente le coût en sus de la valeur comptable des actions rachetées

- En mars 2007, la société a procédé à une émission importante de titres de créance venant à échéance dans cinq ans et dans dix ans :

*Billets en dollars canadiens échéant en 2012* : La société a procédé à un appel public à l'épargne visant des billets à 4,50 % de série CC d'une valeur de 300 millions de dollars, au prix de 999,91 \$ pour chaque tranche de 1 000,00 \$ de capital.

*Billets en dollars canadiens échéant en 2017* : La société a procédé à un appel public à l'épargne visant des billets à 4,95 % de série CD d'une valeur de 700 millions de dollars, au prix de 999,53 \$ pour chaque tranche de 1 000,00 \$ de capital.

Les billets sont remboursables au gré de la société, et ils peuvent être remboursés en totalité n'importe quand, ou en partie de temps à autre, moyennant un avis préalable d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, pour un prix de remboursement égal au plus élevé i) de la valeur actualisée des billets, actualisée au taux de rendement des obligations du gouvernement canadien majoré de 15 points de base dans le cas des billets échéant en 2012 et de 24 points de base dans le cas des billets échéant en 2017, ou ii) de la totalité du montant en capital des billets. Par ailleurs, les intérêts courus et impayés, le cas échéant, seront payés à la date de remboursement prévue.

- Les autres émissions de titres de créance se composent principalement de prélèvements périodiques sur la facilité bancaire.
- Les remboursements de dette au premier trimestre de 2007 se composaient de remboursements périodiques des facilités bancaires de la société, et le solde de ces facilités au 31 mars avait été remboursé intégralement. Par ailleurs, la société a remboursé une tranche de 70 millions de dollars des billets à moyen terme à 7,10 % de TELUS Communications Inc. arrivés à échéance en février.

Le produit tiré de l'émission de titres de créance en mars 2007, conjugué à l'émission possible d'effets de commerce et à l'augmentation possible des créances titrisées, devrait être affecté aux fins générales de la société, notamment le remboursement du montant en capital de 1 166,5 millions de dollars US des billets en dollars américains à 7,50 % échéant en juin 2007 (environ 1 500 millions de dollars). Les obligations prévues au titre des remboursements de la dette à long terme, y compris les montants de couvertures connexes, calculées en fonction de l'encours de cette dette au 31 mars 2007, s'établissent comme suit pour chacun des cinq exercices se terminant le 31 décembre :

**Tranches de la dette à long terme arrivant à échéance**

(en millions de dollars)	Capital <sup>1)</sup>	Passif de couverture reporté, montant net	Total
2007 (reste de l'exercice)	1 348,3	139,6	1 487,9
2008	4,8	—	4,8
2009	1,5	—	1,5
2010	81,7	—	81,7
2011	2 003,1	947,5	2 950,6

1) Le cas échéant, les remboursements de capital reflètent les taux de change au 31 mars 2007.

#### 7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Au 31 mars ou pour les périodes de 12 mois terminées à cette date	2007	2006	Variation
<b>Composantes des ratios d'endettement et de couverture<sup>1)</sup></b>			
(en millions de dollars)			
Dettes nettes (compte tenu des créances titrisées)	6 178,6	6 132,7	45,9
Total des capitaux investis	12 981,5	12 954,7	26,8
BAIIA excluant les coûts de restructuration	3 547,7	3 363,0	184,7
Montant net des intérêts débiteurs	495,3	611,7	(116,4)
<b>Ratios d'endettement</b>			
Dettes à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	98,9	92,3	6,6 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	5,0	5,2	(0,2)
Dettes nettes/total des capitaux investis (en %) <sup>1)</sup>	47,6	47,3	0,3 pt
Dettes nettes/BAIIA — excluant les coûts de restructuration <sup>1)</sup>	1,7	1,8	(0,1)
<b>Ratios de couverture<sup>1)</sup></b>			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme	3,8	2,6	1,2
Couverture des intérêts par le BAIIA — excluant les coûts de restructuration	7,2	5,5	1,7
<b>Autres mesures</b>			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) <sup>2)</sup> — sur 12 mois	1 416,5	1 521,6	(105,1)
Ratio de distribution (en %) <sup>1)</sup>	46	59	(13) pts
1) Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».			
2) Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.			

La dette nette et le total des capitaux investis sont calculés sur une base généralement conforme aux conventions de crédit de la société. La dette nette ne tient pas compte du cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains. Le total des capitaux investis exclut également le cumul des autres éléments du résultat étendu. Se reporter à la rubrique 11.4.

Le total des capitaux investis a augmenté en raison de la hausse des bénéfices non répartis, déduction faite du capital-actions à la baisse. Le ratio de la dette nette sur le BAIIA au 31 mars 2007 s'est amélioré, en raison principalement de l'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration. La durée moyenne à l'échéance de la dette était de cinq ans au 31 mars 2007, en hausse par rapport à 4,5 ans au 31 décembre 2006, résultat qui tient à l'émission de titres de créance et au remboursement des facilités bancaires effectués au premier trimestre de 2007. La majorité des titres de créance portent intérêt à des taux fixes.

Le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme s'est amélioré de 0,6 en raison de la diminution des intérêts débiteurs, et il s'est amélioré de 0,6 en raison de la hausse du bénéfice avant impôts et des intérêts débiteurs. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA s'est amélioré de 0,3 en raison de la diminution du montant net des intérêts débiteurs, et il s'est amélioré de 1,4 en raison de l'augmentation du BAIIA (excluant les coûts de restructuration). La diminution des flux de trésorerie disponibles sur 12 mois tient à la hausse des dépenses en immobilisations et au recul des économies d'impôts et des intérêts connexes, déduction faite du BAIIA amélioré compte non tenu de la rémunération à base d'actions et de la baisse des intérêts payés. Le ratio de distribution au 31 mars 2007 se situait dans la fourchette des indications visées de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles, car la charge relative à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005 comptabilisée au premier trimestre de 2007 a été dans une large mesure neutralisée par les incidences fiscales favorables au cours des neuf derniers mois de 2006. Le ratio de distribution au 31 mars 2006 était supérieur aux indications, car le bénéfice sur 12 mois tenait compte des coûts après impôts liés à l'interruption de travail survenue en 2005.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques financières et les lignes directrices énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles lui permettent d'obtenir du financement à coût raisonnable en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les politiques financières et lignes directrices à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette sur le total des capitaux investis entre 45 % et 50 %;
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA entre 1,5 et 2,0 fois;
- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

## 7.5 Facilités de crédit

Le 2 mars 2007, la société a conclu, avec un syndicat financier regroupant 18 institutions financières, une nouvelle facilité de crédit de 2 milliards de dollars d'une durée de 5 ans. La nouvelle facilité remplace les facilités de crédit actuelles de 1,6 milliard de dollars consistant en deux facilités de 800 M\$ chacune, dont l'une serait venue à échéance en 2008 et l'autre, en 2010. Elle servira aux fins générales de la société, et sera notamment utilisée pour garantir les effets de commerce, ce qui pourrait faire partie du refinancement des billets de TELUS d'un montant de 1,5 milliard de dollars arrivant à échéance en juin 2007. Les conditions générales de la nouvelle facilité de crédit sont sensiblement les mêmes à part la réduction des prix et la prolongation de l'échéance, ce qui reflète la conjoncture favorable et la situation financière de TELUS. Fait à souligner, l'échéance de la nouvelle facilité de crédit a été fixée en mai 2012, alors que la date d'exigibilité des billets de TELUS est juin 2011.

Au 31 mars 2007, les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à près de 2 milliards de dollars.

### Facilités de crédit de TELUS au 31 mars 2007

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Montant non utilisé
Facilité renouvelable de cinq ans <sup>1)</sup>	1 <sup>er</sup> mai 2012	2 000,0	—	100,1	1 899,9
Autres facilités bancaires	—	77,5	—	3,0	74,5
Total	—	2 077,5	—	103,1	1 974,4

1) Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

La facilité de crédit renouvelable de TELUS comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette à long terme sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4,0:1 (environ 1,7:1 au 31 mars 2007) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2,0:1 (environ 7,2:1 au 31 mars 2007) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu de la convention de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à la facilité de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

## 7.6. Vente de créances

Le 26 juillet 2002, TCI, filiale en propriété exclusive de TELUS, a conclu une convention qui a été modifiée le 30 septembre 2002, le 1<sup>er</sup> mars 2006 et le 30 novembre 2006 avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, sous réserve d'un montant maximal de 650 millions de dollars. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. La durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement prend fin le 18 juillet 2007; par suite de la modification effectuée le 30 novembre 2006, cette durée a été prorogée jusqu'au 18 juillet 2008.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 1<sup>er</sup> mai 2007, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue. Le solde du produit des créances titrisées se chiffrait à 150 millions de dollars au 31 mars 2007, en baisse de 350 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2006. Le produit des créances titrisées au 31 mars 2006 s'élevait à 400 millions de dollars.

## 7.7 Cotes de crédit

Au premier trimestre de 2007, deux agences de notation ont révisé à la hausse les cotes attribuées à TELUS. Le 26 février 2007, Moody's Investors Services a augmenté de un niveau la cote attribuée à TELUS, la portant à Baa1 (équivalente à la cote « BBB+ ») et attribué une perspective stable. Le 5 mars 2007, DBRS a révisé à la hausse la cote attribuée aux billets de TELUS et l'a portée de BBB (élevé) à A (faible), et elle a confirmé la cote A (faible) attribuée à TCI, l'agence leur ayant tous attribué une tendance stable. Par ailleurs, DBRS a confirmé la cote préliminaire R-1 (faible) attribuée aux effets de commerce que TELUS compte émettre.

Sommaire des cotes de crédit	DBRS <sup>1)</sup>	S&P <sup>1)</sup>	Moody's <sup>1)</sup>	Fitch <sup>1)</sup>
<b>TELUS Corporation</b>				
Dette bancaire de premier rang	—	—	—	BBB+
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Effets de commerce	R-1 (faible)	—	—	—
<b>TELUS Communications Inc.</b>				
Déventures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—
1) Perspective ou tendance stable.				

## 7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

### *Instruments financiers (note 4 des états financiers consolidés intermédiaires)*

Les instruments financiers de la société se composent de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs, des placements comptabilisés au coût, des créditeurs, des créditeurs à l'égard de la restructuration, des obligations à court terme, de la dette à long terme, des contrats de swap de taux d'intérêt, des couvertures de la charge de rémunération à base d'actions, comme il est décrit plus en détail aux notes 10 b) et c) des états financiers consolidés intermédiaires, et des instruments de couverture de change.

*Juste valeur* : La valeur comptable de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs, des créditeurs, des créditeurs à l'égard de la restructuration, et des obligations à court terme correspond approximativement à leur juste valeur en raison de l'échéance immédiate ou à court terme de ces instruments financiers. La valeur comptable des placements de la société comptabilisés au coût n'excède pas leur juste valeur.

La valeur comptable des placements à court terme égale leur juste valeur, car ces placements sont classés comme étant détenus à des fins de transaction. La juste valeur est déterminée directement en fonction des cours du marché.

La juste valeur de la dette à long terme de la société est évaluée en fonction des cours du marché de ces titres ou de titres similaires ou en fonction des taux courants offerts à la société pour des titres de créance de même échéance ainsi que par l'utilisation de flux de trésorerie futurs actualisés à l'aide des taux courants pour des instruments financiers similaires d'une durée semblable et exposés à des risques comparables. Les justes valeurs estimatives des instruments financiers dérivés de la société utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change sont établies de la même manière.

La juste valeur des instruments financiers dérivés de la société qui servent à gérer les risques liés à l'augmentation des charges de rémunération découlant de certains types de rémunération à base d'actions est estimée en fonction de la juste valeur estimative des contrats à terme d'actions réglés en espèces fournis par la contrepartie aux transactions.

Par suite de l'adoption des normes de comptabilisation du résultat étendu, la société a comptabilisé les instruments dérivés à la juste valeur, plutôt qu'en fonction de leur valeur comptable. Le changement principal a touché les dérivés classés comme des instruments détenus à des fins de couverture et utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Aux (en millions de dollars)	Date d'échéance maximale de l'élément de couverture	31 mars 2007		31 décembre 2006	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
(retraité — note 2 b)					
<b>Passif</b>					
Dette à long terme					
Principal (note 15)					
		<b>5 664,1</b>	<b>6 283,0</b>	4 908,2	5 535,9
Dérivés <sup>1), 2)</sup> détenus à des fins de couverture et utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains [note 15 b)]					
- Actif dérivé	Juin 2007	<b>(32,3)</b>		(40,4)	
- Passif dérivé					
- À court terme	Juin 2007	<b>171,9</b>		165,8	
- À long terme	Juin 2011	<b>947,5</b>		710,3	
		<u>1 087,1</u>		<u>835,7</u>	
- Intérêts à payer		<b>26,2</b>		6,3	
Montant net		<b>1 113,3</b>	<b>1 113,3</b>	842,0	1 090,6
Dérivés <sup>1), 2)</sup> utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt lié au refinancement prévu de la dette arrivant à échéance le 1 <sup>er</sup> juin 2007					
	Juin 2007	—	—	—	6,5
		<b>6 777,4</b>	<b>7 396,3</b>	5 750,2	6 633,0
1) L'encours nominal de tous les instruments financiers dérivés s'établit à 5 030,9 \$ (5 138,6 \$ au 31 décembre 2006).					
2) Désignés comme éléments de couverture des flux de trésorerie.					

*Engagements et passifs éventuels (note 17 des états financiers consolidés intermédiaires)*

La société avait un passif comptabilisé de 36,1 millions de dollars pour des engagements en cours au titre de ses programmes de restructuration au 31 mars 2007. Les engagements et les passifs éventuels de la société n'ont pas changé de façon importante au cours du trimestre terminé le 31 mars 2007. Les variations des tranches de la dette à long terme arrivant à échéance découlant des activités de financement au premier trimestre de 2007 sont décrites à la rubrique 7.3 ci-dessus.

La société fait l'objet de diverses réclamations et poursuites visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. La société ne peut à l'heure actuelle prévoir avec certitude l'issue de ces litiges. Cependant, la direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée de la société, à l'exception de ce qui est décrit à la note 17 c) des états financiers consolidés intermédiaires.

### 7.9 Information sur les actions en circulation

Le sommaire ci-après illustre le nombre d'actions en circulation de chaque catégorie de titres de participation au 31 mars 2007 et au 20 avril 2007. De plus, le nombre total d'actions en circulation et pouvant être émises qui est présenté au 20 avril 2007 se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les options en cours, ainsi que les options qui n'ont pas encore été octroyées, mais pour lesquelles les actions sont détenues en réserve, ont été converties.

Catégorie de titres de participation (en millions d'actions)	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Nombre total d'actions
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Actions en circulation au 31 mars et au 20 avril 2007	176,7	157,7	334,4 <sup>1)</sup>
Options en cours et pouvant être émises <sup>2), 3)</sup> au 20 avril 2007	0,6	16,8	17,4
Actions en circulation et pouvant être émises au 20 avril 2007	177,3	174,5	351,8
1) Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre d'actions s'établissait à 340,5 pour le premier trimestre de 2007.			
2) En supposant une conversion intégrale et sans tenir compte des prix d'exercice.			
3) Non réduit pour tenir compte de toutes options qui peuvent avoir été confisquées ou avoir expiré dans la période du 1 <sup>er</sup> au 20 avril 2007.			

## 8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables

### 8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques de TELUS sont décrites à la rubrique 8.1 du rapport de gestion annuel 2006. La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

### 8.2 Faits nouveaux concernant les conventions comptables (note 2 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les conventions comptables sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de TELUS pour l'exercice 2006, sauf en ce qui concerne les différences décrites ci-après.

#### *Alignement avec les normes internationales d'information financière*

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada a ratifié un plan stratégique qui fera en sorte que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les sociétés ouvertes, seront alignés progressivement sur les normes internationales d'information financière. La période de transition prévue est d'environ cinq ans. Le moment précis auquel l'alignement se produira dépend de l'examen de l'état d'avancement des travaux devant être mis en œuvre d'ici le début de 2008 par le Conseil des normes comptables.

Les PCGR du Canada seront alignés sur les normes internationales d'information financière au moyen d'une combinaison de deux méthodes : lorsque les projets communs de convergence courants du Financial Accounting Standards Board des États-Unis et du Conseil des normes comptables internationales feront l'objet d'un accord, ils seront adoptés par le Conseil des normes comptables du Canada et pourront être appliqués au Canada avant la conversion complète aux normes internationales d'information financière; les normes n'étant pas assujetties au projet commun de convergence seront présentées dans leur ensemble.

Comme cette initiative d'alignement en est à ses balbutiements à la date des présents états financiers consolidés, il est trop tôt pour évaluer les retombées de cette initiative, le cas échéant, sur la société.

#### *Résultat étendu*

*Aperçu* : Avec prise d'effet à l'exercice 2007, la société doit se conformer aux recommandations de l'ICCA visant la comptabilisation du résultat étendu (chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*), la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers (chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*), et les couvertures (chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*). À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers.

Les répercussions de l'adoption par la société de la norme sur les autres éléments du résultat étendu et des normes connexes sont pour la plupart liées aux contrats de swaps de devises de la société, comme il est décrit plus en détail à la note 15 b) des états financiers consolidés intermédiaires et, dans une mesure moindre, aux contrats à terme d'actions réglées en espèces que la société a conclus au titre de la rémunération à base d'actions, comme il est décrit plus en détail à la note 10 c) des états financiers consolidés intermédiaires.

Dans le cadre de l'application de la comptabilité de couverture aux sorties de fonds futures liées à la dette à long terme libellée en dollars américains, un montant (la « valeur de couverture ») est comptabilisé aux bilans consolidés relativement à la valeur des éléments de couverture. L'écart entre la valeur de couverture qui serait comptabilisée au bilan consolidé, après et avant l'adoption des nouvelles recommandations de l'ICCA, en ce qui a trait aux sorties de fonds futures liées à la dette à long terme libellée en dollars américains, représente l'écart entre la juste valeur des éléments de couverture et l'actif ou le passif de couverture nécessaire pour constater l'équivalent en dollars canadiens de la valeur des éléments couverts au taux de change des éléments de couverture. Le tableau suivant illustre cette situation :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2007			Au 31 décembre 2006		
	Billets échéant en 2007	Billets échéant en 2011	Total	Billets échéant en 2007	Billets échéant en 2011	Total
Équivalent en dollars canadiens du montant en capital au taux de change des éléments de couverture	1 483,3	2 950,5	4 433,8	1 483,3	2 950,5	4 433,8
Équivalent en dollars canadiens du montant en capital au taux de change en vigueur à la date du bilan	1 348,9	2 219,8	3 568,7	1 357,9	2 240,2	3 598,1
Valeur de l'élément couvert nécessaire pour refléter le taux de change des éléments de couverture	134,4	730,7	865,1	125,4	710,3	835,7
Écart découlant de l'application récente des recommandations de l'ICCA <sup>(1)</sup>	5,2	216,8	222,0	14,2	250,8	265,0
Juste valeur des éléments de couverture	139,6	947,5	1 087,1	139,6	961,1	1 100,7

(1) Les montants au 31 décembre 2006 sont compris dans les ajustements transitoires décrits à la note 16 d).

Le résultat étendu selon les PCGR des États-Unis, présenté à la note 19 g) des états financiers consolidés intermédiaires, est sensiblement le même que celui obtenu selon les PCGR du Canada, à l'exception des incidences sur la comptabilité ayant trait aux régimes de retraite. Dans le cas précis de la société, les PCGR des États-Unis tiennent compte, relativement aux régimes de retraite et aux autres régimes à prestations déterminées, de l'écart entre la situation de capitalisation nette des régimes et le montant net des actifs ou des passifs au titre des prestations constituées; à l'heure actuelle, les PCGR du Canada ne tiennent pas compte de cet écart, mais le Conseil des normes comptables du Canada a publié un exposé-sondage en mars 2007, dans lequel il propose des modifications visant à supprimer cette différence au plus tard le 31 décembre 2007.

*Mise en œuvre et application* : Dans le cas précis de la société, les règles transitoires applicables à ces chapitres exigent de façon générale la mise en œuvre prospective au début d'un exercice (sauf en ce qui concerne l'écart de conversion, qui est ajusté rétroactivement au début de l'exercice au cours duquel la société adopte les recommandations).

Les frais d'émission des titres de créance, moins l'amortissement, sont maintenant portés en déduction des titres de créance desquels ils découlent. Cela a donné lieu au reclassement, dans le poste Dette à long terme du bilan consolidé, d'un montant de 19,9 millions de dollars inscrit dans les frais reportés au 31 décembre 2006. Avant l'exercice 2007, les frais d'émission des titres de créance étaient amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire; ils doivent maintenant être amortis selon la méthode des intérêts effectifs. Ce changement dans la méthode d'amortissement, qui a été appliqué prospectivement, n'a pas eu une incidence importante sur la société.

Aux fins de la mise en œuvre continue de ces recommandations, la société a choisi de constater, à titre d'actifs ou de passifs, tous les instruments dérivés intégrés qui existaient au 1<sup>er</sup> janvier 2007 et qui doivent être présentés séparément du contrat hôte. La société a choisi cette méthode afin qu'il n'existe aucun écart inutile par suite de la mise en application des PCGR des États-Unis.

Aux fins de la mise en application continue de ces recommandations, la société a dû effectuer un choix parmi diverses conventions et méthodes comptables acceptables, et elle a choisi les méthodes suivantes :

Instrument financier	Classé comme étant susceptible de vente ou détenu dans le cadre d'une relation de couverture <sup>1)</sup>	Classé comme étant détenu à des fins de transaction <sup>1),(2)</sup>	Raison à l'appui du choix effectué par la société
Placements dans des titres négociables à court terme <sup>3)</sup> détenus au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		X	La société a choisi cette méthode, car elle fournit une meilleure indication des intentions de la direction en ce qui concerne les placements.
Placements à long terme <sup>3)</sup> détenus au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	X		La société a choisi de classer ces placements comme étant susceptibles de vente, car cette méthode fournit une meilleure indication des intentions de la direction en ce qui concerne les placements.
Dérivés séparés qui font partie d'une relation de couverture établie et documentée	X		La société est d'avis que le fait de classer ces instruments comme étant détenus à des fins de couverture se traduit par un meilleur appariement de la variation de la juste valeur et du risque couvert.

1) La distinction entre les instruments classés comme étant susceptibles de vente (ou détenus dans le cadre d'une relation de couverture) ou détenus à des fins de transaction tient au fait que les variations *non réalisées* de la juste valeur des instruments financiers classés comme étant susceptibles de vente, ou détenus à des fins de couverture, sont incluses dans les autres éléments du résultat étendu, et que les variations *non réalisées* de la juste valeur des instruments financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction sont incluses dans le bénéfice net.

2) Certains instruments financiers qui ne doivent pas être classés comme étant détenus à des fins de transaction peuvent être classés à ce titre si la société en décide ainsi.

3) En ce qui concerne les placements dans des titres dont la juste valeur peut être évaluée de façon fiable, la société détermine le classement des instruments sur une base individuelle, au moment de leur constatation initiale.

- Les débiteurs susceptibles de vente à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance sont comptabilisés comme des prêts et des débiteurs. La société a choisi cette méthode aux fins de l'efficacité du processus de comptabilisation.
- Les achats ou les ventes dans le délai normalisé, à savoir les achats ou les ventes non réglés, d'actifs ou de passifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. La société a choisi cette méthode, car elle est conforme aux normes en vertu desquelles les instruments dérivés doivent être comptabilisés à la date de transaction.
- Les coûts de transaction, autres que ceux concernant les éléments détenus à des fins de transaction, sont inclus dans la juste valeur initiale de l'actif ou du passif financier acquis. La société a choisi cette méthode, car elle est d'avis qu'elle donne lieu à un meilleur appariement des coûts de transaction et des périodes sur lesquelles lesdits coûts ont eu une incidence favorable.
- Pour ce qui est des couvertures des transactions prévues qui, dans le cas précis de la société, concernent les engagements d'achats de stocks, les gains et pertes liés aux opérations de couverture seront inclus dans le coût des stocks et passés en charges lorsque les stocks seront vendus. La société a choisi cette méthode, car elle est d'avis qu'elle donne lieu à un meilleur appariement avec les risques faisant l'objet de couvertures.

*Incidences sur l'information présentée* : Les incidences de la mise en application des chapitres 1530, 3855 et 3865 du *Manuel de l'ICCA* sur les résultats d'exploitation et sur les bénéfices non répartis de la société pour le trimestre terminé le 31 mars 2007, et sur sa situation financière au 31 mars 2007, sont énumérées à la note 2 b) des états financiers consolidés intermédiaires.

#### *Impôts sur le revenu tiré d'une société de personnes*

Au milieu de 2006, le Comité sur les problèmes nouveaux du Conseil des normes comptables du Canada a publié un projet d'abrégi concernant la comptabilisation des impôts sur les bénéfices des entités qui consolident les participations dans une société de personnes dont la clôture de l'exercice est différente de celle de l'entité consolidante. La société a appliqué les lignes directrices de ce projet d'abrégi à son exercice 2006. En mars 2007, le Comité sur les problèmes nouveaux a révisé le projet d'abrégi (DP59) et modifié l'approche utilisée pour déterminer si les impôts futurs doivent être classés dans la tranche à court terme ou la tranche à long terme; la société a appliqué ces lignes directrices révisées sur une base rétroactive, ce qui a, dans le cas précis de la société, donné lieu à une augmentation de la tranche à court terme des passifs d'impôts futurs. Le reclassement au bilan consolidé est présenté à la note 2 c) des états financiers consolidés intermédiaires.



*Instruments financiers — informations à fournir et présentation*

À compter de l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA pour les informations à fournir et la présentation des instruments financiers (chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*) s'appliqueront à la société. Les nouvelles recommandations donneront lieu à des informations supplémentaires, par rapport aux informations actuelles, l'accent devant être mis sur les risques liés aux instruments financiers constatés ou non constatés auxquels une entité est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La société évalue actuellement les incidences de ces nouvelles recommandations sur ses activités.

**9. Indications pour l'exercice 2007**

*Les indications confirment les objectifs financiers et les objectifs d'exploitation pour l'exercice 2007*

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité aux énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion, ainsi qu'à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 de TELUS et du présent rapport de gestion.

La direction a confirmé les 12 objectifs financiers et objectifs d'exploitation énoncés dans son rapport de gestion annuel 2006. Par ailleurs, des clarifications ont été fournies relativement à l'incidence de l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005, qui n'est pas prise en compte dans les indications et les objectifs concernant le BAIIA et le bénéfice par action.

	Indications confirmées et objectifs initiaux pour 2007
<b>Chiffres consolidés</b>	
Produits d'exploitation	9,175 G\$ à 9,275 G\$
BAIIA <sup>1)</sup> (ajusté) <sup>2)</sup>	3,725 G\$ à 3,825 G\$
Bénéfice par action, de base (ajusté) <sup>3)</sup>	3,25 \$ à 3,45 \$
Dépenses en immobilisations	Environ 1,75 G\$
<b>Secteur des services filaires</b>	
Produits d'exploitation (externes)	4,85 G\$ à 4,9 G\$
BAIIA (ajusté) <sup>2)</sup>	1,775 G\$ à 1,825 G\$
Dépenses en immobilisations	Environ 1,2 G\$
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	Plus de 135 000
<b>Secteur des services sans fil</b>	
Produits d'exploitation (externes)	4,325 G\$ à 4,375 G\$
BAIIA (ajusté) <sup>2)</sup>	1,95 G\$ à 2,0 G\$
Dépenses en immobilisations	Environ 550 M\$
Ajouts nets d'abonnés aux services sans fil	Plus de 550 000
1) Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) »; également calculé comme les produits d'exploitation moins les charges d'exploitation, moins les coûts de restructuration. 2) Exclut une charge au titre du règlement en espèces lié aux options sur actions d'environ 180 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions, dont une tranche d'environ 155 millions de dollars s'applique au secteur des services filaires, et une tranche d'environ 25 millions de dollars, au secteur des services sans fil. 3) Exclut une charge par action après impôts d'environ 0,33 \$ relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options.	

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs initiaux pour 2007 ont été annoncés, en décembre 2006. La direction est d'avis que ces hypothèses demeurent raisonnables.

Principales hypothèses liées aux objectifs pour 2007	Résultat réel jusqu'à ce jour
Croissance du PIB réel de 2,7 % au Canada (révisée à 2,8 %)	Le Conference Board du Canada a récemment publié une estimation révisée de 2,8 % pour 2007.
Concurrence accrue relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP	Les câblodistributeurs concurrents ont amorcé la commercialisation des services voix sur IP auprès de travailleurs autonomes dans certaines collectivités.
Abstention de la réglementation des services filaires locaux de détail dans les principaux marchés urbains d'ici le deuxième semestre de 2007	L'hypothèse demeure inchangée, un décret récent du Cabinet fédéral ayant simplifié les conditions liées à l'abstention de la réglementation. Se reporter à la rubrique 10.1, « Réglementation ».
Aucune autre réduction des prix à la consommation par suite d'un plafonnement des prix	La décision du CRTC concernant les paramètres de la prochaine période de plafonnement des prix a été annoncée le 30 avril 2007. Se reporter à la rubrique 10.1, « Réglementation ».
Gain de 4,5 à 5 points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services sans fil au Canada	Les ajouts bruts et les ajouts nets de TELUS au premier trimestre de 2007 sont conformes à cette hypothèse.
Comptabilisation par TELUS de charges d'environ 50 millions de dollars au titre de la restructuration	L'hypothèse a été modifiée. À l'heure actuelle, la société ne s'attend pas à ce que les coûts de restructuration excèdent 50 millions de dollars en 2007.
Taux d'imposition prévu par la loi de 33 % à 34 % et paiements d'impôts en espèces minimaux en 2007	L'hypothèse demeure inchangée. Se reporter à la rubrique 5, « Résultats d'exploitation consolidés — Impôts sur les bénéfices ».
Taux d'actualisation de 5,0 % et rendement à long terme moyen prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite	Les hypothèses demeurent inchangées.
Nombre moyen d'actions en circulation se situant entre 330 millions et 335 millions pour l'exercice complet	Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 337,1 millions au premier trimestre de 2007, soit une baisse d'environ 3,5 % par rapport à la période correspondante de 2006 qui se situe dans la fourchette de réduction de 2,5 % à 4 % prévue en vertu de l'hypothèse clé pour l'exercice complet.

TELUS continue d'observer les lignes directrices d'une politique à long terme concernant le ratio dette nette/total des capitaux investis, le ratio dette nette/BAIIA et le ratio de distribution, lesquelles sont décrites à la rubrique 7.4. Les indications confirmées pour 2007 sont conformes à ces lignes directrices.

## 10. Risques et gestion des risques

Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux importants liés aux risques décrits dans la rubrique 10 du rapport de gestion annuel 2006 de TELUS.

### 10.1 Réglementation

L'issue des instances réglementaires, procédures, appels interjetés devant les tribunaux ou le Cabinet fédéral ou autres, actuels ou futurs, ainsi que l'évolution de la réglementation pourraient se répercuter sensiblement sur les méthodes, les coûts et les produits d'exploitation de TELUS.

#### *Abstention de la réglementation des services locaux*

En mars 2007, le CRTC a publié la Décision 2007-18, dans laquelle il approuve l'abstention de la réglementation des services locaux de résidence à Fort McMurray, en Alberta, une fois que TELUS aura prouvé qu'elle a satisfait à 14 critères de qualité du service applicable aux services offerts aux concurrents. Le 4 avril 2007, le gouvernement fédéral a publié un décret qui modifie les conditions liées à l'abstention prévues dans la Décision 2006-15 du CRTC, intitulée « Abstention de la réglementation des services locaux de détail ». Le décret abolit notamment le seuil de 25 % de part de marché, mais il maintient l'exigence en vertu de laquelle les entreprises de services locaux titulaires (« ESLT ») doivent répondre aux neuf normes de qualité du service applicables aux services offerts à tous les concurrents sur une période de six mois (auparavant, elles devaient satisfaire aux 14 critères de qualité du service applicable aux services offerts aux concurrents pendant six mois consécutifs). De plus, le décret élimine les restrictions concernant les activités de reconquête et il modifie la définition de marché local, de manière à ce qu'elle représente une circonscription locale, plutôt qu'une région plus vaste visée par l'abstention locale.

En ce qui concerne les services d'affaires, une demande d'abstention pourra être faite lorsqu'il existe plus de un fournisseur de services téléphoniques propriétaire des installations. Dans le cas des services de résidence, une demande d'abstention pourra être faite dans tout marché où sont offerts des services locaux de détail et où il existe au moins trois concurrents possédant leur propre infrastructure — soit, habituellement, l'ESLT, une entreprise de services sans fil non apparentée à l'ESLT et un câblodistributeur offrant des services voix sur IP.

Le CRTC aura un maximum de 120 jours pour rendre une décision concernant une demande d'abstention et il accordera initialement la priorité aux demandes visant les plus grandes régions métropolitaines au Canada, soit Vancouver, Calgary et Edmonton dans le cas de TELUS. La société s'attend à prouver qu'elle a satisfait aux conditions liées à l'abstention dans maints centres importants situés dans les territoires où elle est l'entreprise titulaire, et elle a déposé des demandes d'abstention concernant Victoria, Vancouver, Calgary, Edmonton et Rimouski. TELUS s'attend à jouir d'une plus grande souplesse aux fins de la commercialisation des produits et services dans les marchés où les services ne sont pas assujettis à la réglementation, en raison de ces changements.

#### *Réglementation sur le plafonnement des prix*

Le 14 mars 2007, le CRTC a publié la Décision de télécom CRTC 2007-15, dans laquelle elle rejette la demande en révision et modification présentée par Barrett Xplore Inc., laquelle visait la décision sur les comptes de report rendue par le CRTC en 2006, en vertu de laquelle TELUS pouvait utiliser les fonds dans les comptes de report aux fins de l'expansion des services à large bande dans les régions rurales et éloignées. En février, le Cabinet fédéral a rejeté un appel connexe de Barrett.

Le CRTC devrait procéder à l'examen de la proposition de TELUS concernant l'expansion des services à large bande. Cependant, la décision concernant les comptes de report continue de faire l'objet d'appels introduits auprès de la Cour d'appel fédérale par certains groupes de consommateurs et par Bell Canada. La société s'attend à ce que la Cour fédérale statue sur ces appels (qui sont maintenant regroupés en une seule instance) plus tard au cours de l'année. TELUS a décidé d'intervenir à ces appels afin de maintenir son droit d'utiliser les fonds dans les comptes de report aux fins de ses plans d'expansion des services à large bande.

Le 30 avril 2007, le CRTC a rendu sa décision sur les paramètres liés à la prochaine période de plafonnement des prix devant débuter en juin 2007. Cette décision confirme l'hypothèse de la société selon laquelle aucune autre réduction de tarifs obligatoire ne surviendra dans les zones de desserte de services de résidence autres que celles à coût élevé. La société continue d'évaluer l'incidence globale de la décision concernant le plafonnement des prix.

#### *Transférabilité des numéros de services sans fil (TNSSF)*

Le 14 mars 2007, les entreprises de services sans fil canadiennes, y compris TELUS, ont procédé à la mise en œuvre fructueuse de la première étape du projet de TNSSF (parfois appelée transférabilité des numéros locaux, ou TNL) dans la plupart des centres peuplés au Canada. La mise en œuvre obligatoire de la TNSSF dans les régions restantes est prévue pour septembre 2007. Par suite de la mise en œuvre de la TNSSF en 2007, le Canada est le premier pays qui emboîte le pas aux États-Unis afin d'offrir une transférabilité complète des numéros de services sans fil : sans fil à sans fil, sans fil à filaire et filaire à sans fil. La TNSSF pourrait se traduire par un délaissement des lignes d'accès au réseau en faveur des services sans fil, par une augmentation du taux de désabonnement des abonnés des services sans fil ou par des frais de fidélisation de la clientèle supérieurs pour la société, et elle pourrait fournir à TELUS des occasions de commercialiser ses produits et services plus efficacement dans les marchés des services d'affaires dans le centre du Canada, où TELUS détient une part de marché inférieure à celle de ses concurrents. Il n'existe aucune certitude que cela se produira.

#### *Examen de certaines questions liées à l'établissement des coûts de la Phase II*

Le CRTC a amorcé une instance (Avis public 2007-4) en mars 2007, afin d'examiner les méthodes d'établissement des coûts, à savoir les coûts de la Phase II, applicables aux services de télécommunications réglementés fournis par les ESLT et les câblodistributeurs. L'instance devrait prendre fin au quatrième trimestre de 2007, et on ne s'attend pas à ce qu'une décision soit rendue avant le premier trimestre de 2008. TELUS a proposé que les coûts de la Phase II continuent de s'aligner sur les principes généraux de causalité, que tous les coûts prospectifs soient classés de façon appropriée, et que les coûts soient basés sur les mesures individuelles de chaque société. À moins que le CRTC n'en décide autrement, l'issue de cette instance ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur TELUS à court terme.

### *Réglementation concernant les services de gros*

En novembre 2006, le CRTC a amorcé une instance (Avis public 2006-14) afin d'étudier le cadre de réglementation des services de gros. Cette instance devrait prendre fin au quatrième trimestre de 2007, et on ne s'attend pas à ce qu'une décision soit rendue avant le deuxième trimestre de 2008. TELUS a présenté une proposition afin que le cadre de réglementation des services de gros soit remanié de manière qu'il s'aligne sur les directives du gouverneur en conseil à l'intention du CRTC. À moins que le CRTC n'en décide autrement, l'issue de cette instance ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur TELUS à court terme.

## **10.2 Ressources humaines**

### *Négociations collectives chez TELUS Québec*

Deux conventions collectives entre TELUS Québec et le Syndicat des agents de maîtrise de TELUS, couvrant les employés professionnels et de supervision membres de l'équipe de TELUS au Québec sont arrivées à échéance le 31 mars 2007. Les parties concernées poursuivent leurs négociations afin d'en venir à la conclusion d'une nouvelle convention collective.

## **10.3 Risques liés aux processus**

### *Les systèmes et les processus de TELUS pourraient influencer négativement sur les résultats financiers et le service à la clientèle — programmes d'assurance et d'efficience à l'égard du système de facturation et des produits d'exploitation*

À la fin de mars 2007, TELUS a converti un grand nombre de comptes clients du secteur des services filaires en Alberta dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau système de facturation. D'autres phases du développement et de la conversion sont prévues au cours des prochains exercices. Le nouveau système inclut la réingénierie des processus aux fins de l'entrée des commandes, des conditions d'admissibilité, de la prestation des services et de l'assurance de la qualité du service à la clientèle, les recouvrements et le crédit, les contrats avec les clients et la gestion de l'information. Ce projet orienté vers la clientèle exige le développement poussé de systèmes et présente en soi des risques d'implantation découlant de la complexité des tâches et des contraintes sur le plan des ressources, ainsi que de la dépendance aux nouveaux logiciels tiers. Rien ne peut garantir que ce projet n'aura aucune incidence négative, temporaire ou prolongée, sur la qualité du service à la clientèle de TELUS, ni sur sa position concurrentielle ou ses résultats financiers. Aussi, des retards considérables dans l'implantation du système, ou une instabilité du système, pourraient avoir une incidence défavorable sur la capacité concurrentielle de TELUS de lancer rapidement et de façon efficace de nouveaux produits et services et de nouvelles promotions, de réaliser et de maintenir une structure de coûts concurrentielle et de fournir des analyses et des renseignements plus complets à la direction.

## **11. Rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation**

### **11.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)**

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses unités et secteurs d'exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt — se reporter à la rubrique 11.4, « BAIIA excluant les coûts de restructuration ». Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. De plus, la société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'une entreprise de façon continue sans égard à l'amortissement, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice d'exploitation ou au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net et le bénéfice d'exploitation. Le BAIIA (ajusté) exclut une charge hors trésorerie constatée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007 (se reporter à la rubrique 9).

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars	
	2007	2006
<b>Bénéfice net</b>	<b>194,8</b>	210,1
Autres charges (produits)	3,8	4,3
Coûts de financement	117,6	127,0
Impôts sur les bénéfices	79,3	116,1
Part des actionnaires sans contrôle	1,5	2,1
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>397,0</b>	459,6
Amortissement des immobilisations corporelles	317,7	339,2
Amortissement des actifs incorporels	49,6	63,9
<b>BAIIA</b>	<b>764,3</b>	862,7
Réintégrer : charge hors trésorerie constatée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005	173,5	—
<b>BAIIA (ajusté)</b>	<b>937,8</b>	862,7

En plus du BAIIA, TELUS calcule le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment. Le BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations, permet de comparer la mesure utilisée pour l'exercice 2007 et celle utilisée pour l'exercice 2006.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars	
	2007	2006
<b>BAIIA</b>	<b>764,3</b>	862,7
Dépenses en immobilisations	(381,9)	(320,5)
<b>BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations</b>	<b>382,4</b>	542,2
Réintégrer : charge hors trésorerie constatée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net lié aux options sur actions attribuées avant 2005	173,5	—
<b>BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations</b>	<b>555,9</b>	542,2

## 11.2 Flux de trésorerie disponibles

La société présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tous points avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. Bien que la mesure fondée sur les PCGR la plus semblable soit les rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement, les flux de trésorerie disponibles sont considérés comme une mesure pertinente, car ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars	
	2007	2006
<b>Rentrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>460,6</b>	673,1
<b>Sorties liées aux activités d'investissement</b>	<b>(392,3)</b>	(316,1)
	<b>68,3</b>	357,0
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	<b>24,0</b>	1,6
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	<b>33,9</b>	30,5
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	<b>9,1</b>	(15,9)
Réduction (augmentation) des créances titrisées	<b>350,0</b>	100,0
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, sauf la variation des impôts, des intérêts et des créances titrisées, et autres éléments	<b>(14,9)</b>	166,8
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	<b>—</b>	(7,4)
Autres activités d'investissement	<b>10,4</b>	3,0
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>480,8</b>	635,6

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars	
	2007	2006
<b>BAIIA</b>	<b>764,3</b>	862,7
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	<b>(9,3)</b>	(4,5)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	<b>(17,0)</b>	(15,6)
Rémunération à base d'actions	<b>138,6</b>	8,4
Intérêts en espèces payés	<b>(23,6)</b>	(13,1)
Intérêts en espèces reçus	<b>1,9</b>	22,5
Impôts reçus (payés), déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement reçus qui étaient inscrits auparavant dans le BAIIA ou dans les dépenses en immobilisations, et autres	<b>7,8</b>	95,7
Dépenses en immobilisations	<b>(381,9)</b>	(320,5)
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>480,8</b>	635,6

### 11.3 Définition des indicateurs clés de l'exploitation

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.

#### Produits moyens par appareil d'abonné (PMAA) mensuels

Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

#### Taux de désabonnement, par mois

Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

#### Frais d'acquisition

Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné

Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné en pourcentage des produits à long terme par abonné

Frais d'acquisition des nouveaux abonnés divisés par les produits à long terme par abonné prévus, exprimés en pourcentage.

BAIIA excluant les frais d'acquisition

Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période. Les frais d'acquisition se sont établis à 129,5 millions de dollars et à 117,9 millions de dollars, respectivement, aux premiers trimestres de 2007 et de 2006.

Produits à long terme par abonné

PMAA divisés par le taux de désabonnement mensuel. Cette mesure permet d'estimer la moyenne du total des produits liés aux nombre d'abonnés.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau

Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

**11.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement**

Ratio de distribution

Dividendes déclarés par action du trimestre le plus récent, multipliés par quatre et divisés par le bénéfice de base par action sur 12 mois. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration

Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 55,8 millions de dollars et à 61,2 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 12 mois terminées les 31 mars 2007 et 2006.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration

BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Dette à long terme

En termes généraux, fonds empruntés moins les fonds en caisse, comme il est défini dans les ententes bancaires de la société.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme

Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme. Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2006 incluent les pertes résultant du remboursement de la dette à long terme. Les périodes de 12 mois terminées les 31 mars 2007 et 2006 incluent des charges constatées au titre des coûts estimatifs de règlement d'une poursuite.

Dette nette

La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme et de la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2007	Au 31 décembre 2006	Au 31 mars 2006
Dette à long terme	5 664,1	4 908,2	4 566,8
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	33,4	19,9	22,1
Passif de couverture reporté, montant net	1 087,1	838,5	1 142,7
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains	(222,0)	—	—
<b>Dette</b>	<b>6 562,6</b>	<b>5 766,6</b>	<b>5 731,6</b>
Encaisse et placements temporaires	(534,0)	11,5	1,1
Créances titrisées	150,0	500,0	400,0
<b>Dette nette</b>	<b>6 178,6</b>	<b>6 278,1</b>	<b>6 132,7</b>

Le passif de couverture reporté figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts sur la débenture de 1 166,5 millions de dollars US échéant le 1<sup>er</sup> juin 2007 et la débenture de 1 925,0 millions de dollars US échéant le 1<sup>er</sup> juin 2011. La direction estime que la dette nette est une mesure utile car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l'encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA — excluant les coûts de restructuration

Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des nouvelles facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis

Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société. Le ratio cible à long terme de la dette nette par rapport au total des capitaux investis est de 45 % à 50 %.

Montant net des intérêts débiteurs

Montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat ni au remboursement de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Les pertes constatées au titre du remboursement de la dette à long terme sont incluses dans le montant net des intérêts débiteurs. Les montants nets des intérêts débiteurs pour les périodes de 12 mois se terminant les 31 mars 2007 et 2006 sont équivalents aux coûts de financement trimestriels comptabilisés au cours de ces périodes.

Total des capitaux investis

Ce total exclut le cumul des autres éléments du résultat étendu, conformément aux définitions prévues dans les facilités de crédit de la société.

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2007	Au 31 décembre 2006	Au 31 mars 2006
Dette à long terme	6 178,6	6 278,1	6 132,7
Part des actionnaires sans contrôle	25,1	23,6	27,7
Capitaux propres	6 630,4	6 928,1	6 794,3
Cumul des autres éléments du résultat étendu	147,4	—	—
<b>Total des capitaux investis</b>	<b>12 981,5</b>	<b>13 229,8</b>	<b>12 954,7</b>



# TELUS Corporation

## États consolidés intermédiaires des résultats

(non vérifié)

Périodes terminées les 31 mars (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre	
	2007	2006 (données retraitées)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>2 205,6 \$</b>	<b>2 080,5 \$</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Exploitation	1 436,6	1 201,1
Coûts de restructuration	4,7	16,7
Amortissement des immobilisations corporelles	317,7	339,2
Amortissement des actifs incorporels	49,6	63,9
	<b>1 808,6</b>	<b>1 620,9</b>
<b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>	<b>397,0</b>	<b>459,6</b>
Autres charges, montant net	3,8	4,3
Coûts de financement	117,6	127,0
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE</b>	<b>275,6</b>	<b>328,3</b>
Impôts sur les bénéfices	79,3	116,1
Part des actionnaires sans contrôle	1,5	2,1
<b>BÉNÉFICE NET ET BÉNÉFICE AFFÉRENT AUX ACTIONS ORDINAIRES ET AUX ACTIONS SANS DROIT DE VOTE</b>	<b>194,8</b>	<b>210,1</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU</b>		
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	27,9	—
Variation des gains et des pertes non réalisés à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	2,4	0,7
	<b>30,3</b>	<b>0,7</b>
<b>RÉSULTAT ÉTENDU</b>	<b>225,1 \$</b>	<b>210,8 \$</b>
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>		
– De base	0,58 \$	0,60 \$
– Dilué	0,57 \$	0,60 \$
<b>DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>	<b>0,375 \$</b>	<b>0,275 \$</b>
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION</b>		
– De base	337,1	349,3
– Dilué	340,5	352,9

# TELUS Corporation

## Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en millions)	Au 31 mars 2007	Au 31 décembre 2006
		(données ajustées)
<b>ACTIF</b>		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	534,0 \$	— \$
Placements à court terme	110,7	110,2
Débiteurs	959,3	707,2
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	94,2	95,4
Stocks	159,4	196,4
Frais payés d'avance et autres	255,8	195,3
Actif dérivé	62,6	40,4
	<b>2 176,0</b>	1 344,9
Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 195,7	7 466,5
Actifs incorporels amortissables	832,1	549,2
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	2 966,5	2 966,4
	<b>10 994,3</b>	10 982,1
Autres actifs		
Frais reportés	1 022,0	956,6
Placements	41,5	35,2
Écart d'acquisition	3 169,6	3 169,5
	<b>4 233,1</b>	4 161,3
	<b>17 403,4 \$</b>	16 488,3 \$
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
Passif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	— \$	11,5 \$
Créditeurs et charges à payer	1 585,1	1 363,6
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	8,9	10,3
Créditeurs et charges à payer liés à la restructuration	36,1	53,1
Facturation par anticipation et dépôts de clients	609,7	606,3
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 351,6	1 433,5
Tranche à court terme du passif dérivé	172,4	165,8
Tranche à court terme des impôts futurs	238,7	250,9
	<b>4 002,5</b>	3 895,0
Dette à long terme	<b>4 312,5</b>	3 474,7
Autres passifs à long terme	<b>1 498,4</b>	1 257,3
Impôts futurs	<b>934,5</b>	909,6
Part des actionnaires sans contrôle	<b>25,1</b>	23,6
Capitaux propres	<b>6 630,4</b>	6 928,1
	<b>17 403,4 \$</b>	16 488,3 \$

# TELUS Corporation

## États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 31 mars (en millions)	Trimestre	
	2007	2006
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net	194,8 \$	210,1 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :		
Amortissement	367,3	403,1
Impôts futurs	78,2	113,1
Rémunération à base d'actions	138,6	8,4
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	(24,0)	(1,6)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(33,9)	(30,5)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	(17,0)	(15,6)
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(9,1)	15,9
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(234,3)	(29,8)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	460,6	673,1
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Dépenses en immobilisations	(381,9)	(320,5)
Produit de la vente de propriétés et d'autres actifs	—	7,4
Variation des matériaux et fournitures de longue durée, acquisition de placements et autres	(10,4)	(3,0)
Sorties liées aux activités d'investissement	(392,3)	(316,1)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	0,4	33,2
Dividendes aux actionnaires	(125,9)	(95,9)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	(200,7)	(231,6)
Émission de titres de créance à long terme	1 097,8	180,6
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(293,5)	(253,0)
Autres	(0,9)	—
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	477,2	(366,7)
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>		
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	545,5	(9,7)
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	(11,5)	8,6
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	534,0 \$	(1,1) \$
<b>INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE</b>		
Intérêts (versés)	(23,6) \$	(13,1) \$
Intérêts reçus	1,9 \$	22,5 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) reçus, montant net	6,2 \$	95,7 \$

# TELUS Corporation

## Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés

les 31 mars

(en millions)

	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	
<b>Produits d'exploitation</b>									
Produits externes	1 205,6 \$	1 198,6 \$	1 000,0 \$	881,9 \$	— \$	— \$	2 205,6 \$	2 080,5 \$	
Produits intersectoriels	25,1	23,5	6,3	5,9	(31,4)	(29,4)	—	—	
	<b>1 230,7</b>	<b>1 222,1</b>	<b>1 006,3</b>	<b>887,8</b>	<b>(31,4)</b>	<b>(29,4)</b>	<b>2 205,6</b>	<b>2 080,5</b>	
<b>Charges d'exploitation</b>									
Charges d'exploitation	905,4	740,4	562,6	490,1	(31,4)	(29,4)	1 436,6	1 201,1	
Coûts de restructuration	4,4	14,9	0,3	1,8	—	—	4,7	16,7	
	<b>909,8</b>	<b>755,3</b>	<b>562,9</b>	<b>491,9</b>	<b>(31,4)</b>	<b>(29,4)</b>	<b>1 441,3</b>	<b>1 217,8</b>	
BAIIA <sup>1)</sup>	320,9 \$	466,8 \$	443,4 \$	395,9 \$	— \$	— \$	764,3 \$	862,7 \$	
Dépenses en immobilisations totales	270,7 \$	259,0 \$	111,2 \$	61,5 \$	— \$	— \$	381,9 \$	320,5 \$	
BAIIA moins les dépenses en immobilisations totales	50,2 \$	207,8 \$	332,2 \$	334,4 \$	— \$	— \$	382,4 \$	542,2 \$	
<b>Charges d'exploitation (données ajustées)<sup>2)</sup></b>									
Charges d'exploitation (données ajustées) <sup>2)</sup>	752,3	740,4	542,2	490,1	(31,4)	(29,4)	1 263,1	1 201,1	
Coûts de restructuration	4,4	14,9	0,3	1,8	—	—	4,7	16,7	
	<b>756,7</b>	<b>755,3</b>	<b>542,5</b>	<b>491,9</b>	<b>(31,4)</b>	<b>(29,4)</b>	<b>1 267,8</b>	<b>1 217,8</b>	
BAIIA (données ajustées) <sup>2)</sup>	474,0 \$	466,8 \$	463,8 \$	395,9 \$	— \$	— \$	937,8 \$	862,7 \$	
Dépenses en immobilisations totales <sup>2)</sup>	270,7 \$	259,0 \$	111,2 \$	61,5 \$	— \$	— \$	381,9 \$	320,5 \$	
BAIIA (données ajustées) moins les dépenses en immobilisations totales	203,3 \$	207,8 \$	352,6 \$	334,4 \$	— \$	— \$	555,9 \$	542,2 \$	
							BAIIA (données ajustées)	937,8 \$	862,7 \$
							Charge supplémentaire <sup>2)</sup>	173,5	—
							BAIIA	764,3	862,7
							Amortissement des immobilisations corporelles	317,7	339,2
							Amortissement des actifs incorporels	49,6	63,9
							<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>397,0</b>	459,6
							Autres charges, montant net	3,8	4,3
							Coûts de financement	117,6	127,0
							<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>275,6</b>	328,3
							Impôts sur les bénéfices	79,3	116,1
							Part des actionnaires sans contrôle	1,5	2,1
							<b>Bénéfice net</b>	<b>194,8 \$</b>	210,1 \$

- 1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
- 2) La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et qui étaient en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge supplémentaire de 173,5 \$ au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAIIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.